

République du Bénin

Centre Béninois pour le Développement des
Initiatives à la Base (CBDIBA)

Evaluation du Programme de Développement Intégré phase 2

Rapport provisoire



Cosinus Conseils

Août 2012

Etudes –Recherche
Formation-Conseils-
Recrutement
Audit - Gestion
Evaluation

21007286 / 98479142
cc_cosinus@yahoo.fr
RC : RB/ABC/11-A-783,
IFU :320110147201

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	3
1.1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE	5
1.1.1 CONTEXTE	5
1.1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE	6
1.2. RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DE LA PREMIERE EVALUATION	7
PDCI / CBDIBA	12
Planification phase 3	12
1.3. CADRE METHODOLOGIQUE ET LIMITES	13
1.3.1 CADRAGE DE L'EVALUATION	13
1.3.2 REVUE DOCUMENTAIRE	13
1.3.3 ECHANTILLONNAGE.....	13
1.3.4 ELABORATION ET CONSOLIDATION DES OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES.....	14
1.3.5 COLLECTE DES DONNEES	18
1.3.6 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES	19
2.1 OBJECTIF DU PROJET ET INDICATEURS	20
2.1.1 OBJECTIF GENERAL.....	20
2.1.2 INDICATEURS	21
2.1.3 ZONE D'INTERVENTION	21
2.1.4 CARTOGRAPHIES DES PARTIES PRENANTES.....	22
2.1.5 STRATEGIE D'INTERVENTION DU PROJET	26
3.1 ACQUIS PRINCIPAUX DU PROJET	29
3.2 ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET AVEC LES POLITIQUES NATIONALES	34
3.3 ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET PAR RAPPORT AUX BESOINS DES BENEFICIAIRES	38
3.4 ANALYSE DE L'EFFICACITE DU PROJET	39
3.4.1 COMPARAISON ENTRE ACTIVITES PLANIFIEES ET ACTIVITES REALISEES.....	39
3.5 ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET	54
3.6 ANALYSE DE LA DURABILITE	55
4.1 Analyse SEPO de la mise en œuvre du PDCI 2	71
4.2 RECOMMANDATIONS GENERALES	75

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau I : Tableau récapitulatif des recommandations de la première évaluation
Tableau II : Tableau récapitulatif des villages échantillonnés
Tableau III: Modèle de grille ERI utilisé au cours de l'évaluation
Tableau IV : Tableau récapitulatif des acteurs impliqués dans le cadre de l'évaluation du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin, phase II
Tableau V : Tableau récapitulatif de la zone d'intervention du projet
Tableau VI : Caractéristiques démographiques des villages cibles
Tableau VII : Infrastructures sociocommunautaires réalisées
Tableau VIII : Scolarisation des enfants dans les villages du PDCI
Tableau IX : Crédits octroyés pour les activités génératrices de revenus
Tableau X: Effectif de personnes alphabétisées dans les villages du PDCI
Tableau XI : Synthèse des éléments de cohérence entre le PDCI 2 et le SCRP (2011-2012)
Tableau XII : Bilan des réalisations physiques et financières
Tableau XIII : Tableau récapitulatif des activités réalisées au cours du PDCI 2
Tableau XIV : Gestion du budget du programme
Tableau XV : Tableau comparatif des stades de coopération et de développement des villages confronté à l'IBG calculé au cours de l'évaluation
Tableau XVI : Grille SEPO du PDCI 2

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphes I : Accès des ménages aux crédits
Graphes II: Effectif de personnes alphabétisées dans les villages du PDCI
Graphes III: Taux de réalisation des besoins planifiés dans les nouveaux villages au 4^{ème} semestre
Graphes IV : Caractérisation des Comités Villageois de Développement (CVD)
Graphes V : Répartition des IBGs_{village} selon le critère ancienneté du CVD

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- AMASCO** : Association de Micro Assurance pour la Santé Communautaire
AVEC : Association de Micro Assurance pour la Santé Communautaire
CBDIBA : Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base
CCC : Communication pour un Changement de Comportement
CVD : Comités villageois de développement
EED : Eglises Evangéliques Allemandes pour le Développement
IBG : Indice de Bonne Gouvernance
MAPP : Method for Impact Assessment of Program and Projects
MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative

- OMD :** Objectifs du Millénaire pour le Développement
- OSD :** Orientations Stratégiques de Développement
- PDCI :** Programme de Développement Communautaire Intégré
- PDV :** Plans de développement villageois
- RGPH3 :** Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation
- SARRAR :** Self esteem Association strenght Resourcefulness
- SCRP :** Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

1^{ERE} PARTIE : CONTEXTE ET CADRE METHODOLOGIQUE

1.1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

1.1.1 CONTEXTE

Démarré en 2005 afin d'accompagner les communautés pauvres dans la résolution de leurs problèmes de développement, le programme de développement communautaire intégré (PDCI) initié par le CBDIBA et financé par le Service des Eglises Evangéliques Allemands pour le Développement EED, se poursuit activement avec la phase 2. En effet, à la suite de la phase I du programme qui a permis d'accompagner dix (10) communautés villageoises, le CBDIBA s'est lancé dans la phase II qui appuie dix (10) nouveaux villages dans leur processus de développement. Dans ce processus, le CBDIBA joue un rôle de facilitateur du processus afin que la dynamique d'autopromotion et d'autonomisation soit durablement concrétisée.

Le programme couvre au total vingt (20) villages dans un rayon de 50 km autour de la ville de Bohicon. Au cours de la première phase du programme, l'installation des comités villageois de développement (CVDs) comme organe de décision et de gestion du développement villageois a été promue. Sur la base des analyses des problèmes dans les dix villages, des plans de développement villageois (PDVs) ont été élaborés. Leur mise en œuvre a été accompagnée depuis l'année 2006 en parallèle avec l'éducation sur la transformation sociale. La mise en œuvre a inclus l'aménagement des infrastructures (salles de réunion, puits, infrastructures de santé et d'assainissement, salles de classe, voies d'accès), la scolarisation des filles et l'alphabétisation des adultes. Le PDCI a également appuyé les actions de plantation d'arbres, la sensibilisation des populations en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

La deuxième phase du programme démarré en mars 2010 pour un montant de 450.000 € soit 295.200.000 FCFA poursuit le processus de développement villageois enclenché au cours de la première phase. Cette phase a été caractérisée par la mise en œuvre des plans d'autonomisation élaborés dans tous les villages. Un accent tout particulier est mis sur les activités de développement économique (agriculture, transformation des produits agricoles), la sensibilisation dans tous les secteurs de la vie, les formations techniques et organisationnelles des structures villageoises (CVDs et groupements) ainsi que l'alphabétisation constitue aussi des actions prioritaires du second programme qui seront davantage renforcées. La présente mission d'évaluation à mi parcours du PDCI 2 est conduite par le cabinet cosinus conseil et se veut

conformément aux termes de référence à lui confié d'atteindre les objectifs et les résultats qui suivent.

1.1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

Objectif général

L'objectif général de la présente consultation est d'apprécier le niveau de vitalité et de viabilité du Programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI) phase 2.

Objectifs spécifiques

- Apprécier le niveau de réalisation du programme par rapport aux prévisions initiales en tenant compte des fiches synthèses des diagnostics participatifs annexé au document de projet et des indicateurs revus par le partenaire financier;
- Evaluer le degré de fonctionnalité des structures communautaires mises en place par le CBDIBA;
- Apprécier le niveau d'appropriation du projet par les populations;
- Mesurer les transformations induites par le programme sur les populations accompagnées;
- Inventorier les différents problèmes qui entravent le développement communautaire intégré et envisager des approches de solutions réalistes ;
- Formuler des recommandations claires, applicables et des mesures correctives pour la poursuite du programme.

Résultats attendus

- Le niveau de réalisation des activités du programme par rapport aux prévisions est clairement établi ;
- Les capacités de fonctionnalité des structures communautaires (CVD, animateurs endogènes) sont mises en exergue ;
- Le niveau d'appropriation des actions du projet par les communautés est connu ;
- Les changements produits par le programme sur les communautés cibles sont identifiés ;
- Les goulots d'étranglement sont mis en évidence et des approches de solutions réalistes sont préconisées ;

- Des recommandations claires et applicables sont formulées ainsi que des mesures correctives sont proposées pour une meilleure atteinte des objectifs de la phase postérieure du programme.

1.2. RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DE LA PREMIERE EVALUATION

Après quatre années de mise en œuvre du Programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI), une évaluation a été commanditée par le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA), maître d'ouvrage du programme et réalisé par le Cabinet FAKT sous la direction de Birgit KUNDERMAN. Cette évaluation a suggéré une liste de recommandations ciblées. Le tableau I présente les recommandations par secteur et groupe cible ainsi que le niveau d'application de celles-ci au cours du PDCI 2.

Il en ressort globalement qu'un effort certain d'application des recommandations de la première évaluation a été fait par le CBDIBA.

Tableau I : Tableau récapitulatif des recommandations de la première évaluation

Cibles	Recommandation de première évaluation	Niveau d'application	Commentaire
CVD	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités sur les thèmes suivant : <i>Techniques de négociation, Renforcement des techniques d'animation et de mobilisation de la population, Approfondissement et élargissement des outils de planification et auto-évaluation participative, pratique dans la gestion des conflits (méthodes), Gestion des ressources financières Leadership responsable</i> 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Initier des stratégies innovantes de mobilisation des ressources : <i>Budget fonctionnement, Budget gestion des infrastructures, Budget projet de développement local</i> 	Partiellement réalisé	Outils de traçabilité non fournis
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser des ateliers d'échange entre CVD et équipe de gestion du projet six mois avant la fin du projet : <i>Afin de valoriser et capitaliser les bonnes pratiques générées et réorienter la stratégie pour l'avenir</i> 	Réalisé	
Animateur endogène	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser une évaluation approfondie des prestations des animateurs endogènes, combiné à un sondage de besoins en renforcement des capacités 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evaluer le temps investi dans leur travail. 	Partiellement réalisé	Les efforts doivent être poursuivis
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place un système de compensation communautaire 	Non réalisé	Processus en cours mais lent
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Octroyer des crédits aux animateurs 	Non réalisé	idem
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recycler les animateurs sur des thématiques identifiées en fonction des besoins 	Réalisé	Néanmoins les acquis restent à capitaliser
Groupement Féminin	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités sur les thèmes suivants : <i>Evaluation économique des activités, recherche de marchés, calcul accéléré et tenue des documents</i> 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser un atelier d'échange régional avec l'inclusion des groupements féminins dans les réseaux départementaux de femmes 	Réalisé	Mise en place des réseaux départementaux
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudier l'évolution de la sécurité alimentaire en collaboration avec les groupements 	Partiellement	Accélérer le

	de femmes	réalisé	processus
Transformation des valeurs	➤ Un sondage plus précis sur l'adoption des messages de sensibilisation auprès des ménages selon les groupes d'âge et sexes en vue de mieux connaître les facteurs qui facilitent leur vulgarisation ainsi que les contraintes qui l'entravent	réalisé	
	➤ Vérifier dans quelle mesure la disponibilité des films éducatifs dans le milieu pourra être augmenté pour en profiter davantage	Partiellement réalisé	
	➤ Vérifier avec les réseaux de femmes comment la situation des jeunes filles peut davantage être intégrée dans le programme dans les nouveaux villages	Partiellement réalisé	
	➤ Mener des réflexions conjointes avec les communautés sur un système de solidarité qui peut intervenir en cas de crise majeure afin de sécuriser le bien-être de la population et en même temps le système de crédit à long terme	réalisé	
	➤ Mener les réflexions plus approfondies sur les facteurs socio-organisationnels qui favorisent ou freinent le développement : la relation entre les chefs de village et les CVDs, la coopération entre les différents clans et regroupements de la population	Réalisé	
	➤ Faire le bilan des charges des femmes et des hommes en vue d'un équilibre de travail et vérifier dans quelle mesure les hommes pourront mieux appuyer les femmes ainsi que l'interférence des charges et leur changement avec la sécurité alimentaire	Partiellement réalisé	
	➤ Investir dans les activités récréatives qui intéressent les jeunes (filles et garçons) et renforcer leur importance dans le développement villageois et les niveaux de prise de décision	Réalisé	
	➤ Continuer les journées de réflexion avec les thèmes potentiels sur les jeunes filles, les implications de la nouvelle loi sur l'héritage des femmes, l'impact des routes sur l'environnement... .	Réalisé	
Alphabétisation	➤ Vérifier et actualiser les statistiques sur les personnes alphabétisées et pourquoi le niveau d'alphabétisation réel demeure toujours assez faible	Partiellement réalisé	
	➤ Etudier comment mieux intégrer les femmes dans les cours	Réalisé	Produire des données statistiques

Education de base	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier si la construction d'un module de classes à Zounlèdji sera réellement prise en charge par la commune et si non, appuyer le CVD à la recherche d'un bailleur 	Réalisé	Un projet gouvernemental est en cours
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier en détail pourquoi le taux de scolarisation en général et celui des filles en particulier n'est pas plus élevé dans certains villages (Kpokpa) et prendre des mesures au cas où le problème ne sera pas résolu avec l'achèvement des modules de classe actuellement en construction 	réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibiliser les parents en faveur de la finalisation de l'école primaire des filles. 	Réalisé	
Eau potable	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier les besoins pertinents dans les villages qui ne sont pas encore suffisamment servis, et renforcer l'acquisition des bailleurs, ou – le cas échéant – réserver une somme sur le budget existant ou dans la prochaine phase (surtout 5 villages dans l'Atlantique et le Couffo) 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibiliser sur la nécessité du paiement de l'eau pour assurer la durabilité des infrastructures et créer des recettes communautaires 	Réalisé	
Santé et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier la construction d'un centre de santé à Gbozoun dans le contexte local (nombre de clients, disponibilité des services dans d'autres villages) 	Réalisé	Dans la réglementation en vigueur, les centres de santé doivent être installés au niveau arrondissement
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier la possibilité de construire des latrines dans les quartiers (modèles plus petits ou familiales). 	Réalisé	Réalisé à Azonmè, Dogohoué, Gbozoun
Agriculture et élevage	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Former les groupements producteurs sur les techniques culturales et les cultures (soja !) 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vérifier le système de gestion des teckeraies pour en apporter des améliorations (organisation du travail, intégration des cultures qui produisent des revenus à court terme) 	Réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer l'appui pour le maraîchage en vue de la gestion de l'eau dans les bas-fonds et dans les techniques de production (tomates !) ainsi que la diversification de la production maraîchère sous considération de l'analyse des marchés d'écoulement 	réalisé	Un atelier a été réalisé à cet effet qui a débouché sur une formation des maraîchers
Microcrédit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sécuriser le système des crédits contre les risques extérieurs qui pèsent sur l'économie locale: crise alimentaire, aléas climatiques et techniques qui entravent la production agricole locale, crise globale financière... 	Partiellement réalisé	

	➤ Renforcer la capacité de gestion des microcrédits au niveau des CVDs	réalisé	
	➤ Etudier les résultats des activités appuyés par les microcrédits de manière systématique.	Partiellement réalisé	

PDCI / CBDIBA	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer la documentation du programme en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> - <i>La stratégie d'intervention sur la base de l'évaluation des bonnes pratiques expériences</i> - <i>les changements de planification</i> - <i>les résultats des activités</i> - <i>les résultats des journées de réflexion</i> 	réalisé	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Détailler les rapports en ce qui concerne les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - <i>brève présentation de la situation climatique en vue de la production agricole</i> - <i>aperçus périodiques sur l'avancement des plans d'autonomisation (une fois/an)</i> - <i>documentation des résultats directs des activités engagés selon des indicateurs qui montrent les changements (élargir l'échelon des niveaux qui permettra de montrer l'évolution de manière plus sensible et détaillé)</i> - <i>parties analyse (concentration sur l'analyse et non la description des activités) et conclusion (en fonction de l'analyse menée) dans les rapports.</i> 	Partiellement réalisé	
Planification phase 3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un accompagnement décroissant des CVDs, qui portera surtout sur la capitalisation des formations et l'application de leur contenu de manière ponctuelle 		
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un accompagnement plus intensif des CVDs sur la gestion des ressources financières et l'approche d'autoévaluation, et comme ces deux sujets ne sont pas encore suffisamment introduits, il faudra prévoir toute la durée de la nouvelle phase de manière décroissante 		
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un accompagnement intensif des groupements de femmes pendant la première année de la nouvelle phase, et ponctuel après 		
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un accompagnement ponctuel des animateurs endogènes après leur recyclage (phase actuelle), en vue de la capitalisation des techniques et leur connexion aux services déconcentrés de l'état pendant toute la durée de la nouvelle phase. 		

1.3. CADRE METHODOLOGIQUE ET LIMITES

Le cabinet cosinus conseil contracté pour la mise en œuvre de la mission d'évaluation du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin, phase II a proposé une démarche méthodologique itérative basée sur la concertation et l'implication de toutes les parties prenantes. L'équipe de consultants du cabinet s'est inspirée des étapes proposées dans les termes de références de la mission et de la démarche classique d'une évaluation d'un projet ou programme. Cette méthodologie se décline en quatre phases.

1.3.1 CADRAGE DE L'EVALUATION

La rencontre de cadrage a permis d'approfondir et de valider la compréhension de l'équipe du projet des termes de références en vue du bon démarrage de l'évaluation sur une base consensuelle. Concrètement, cette phase a consisté à échanger et discuter au cours d'une séance de travail avec l'équipe dirigeante du projet sur la consistance de la mission en vue de retenir définitivement les domaines de compétence de l'évaluation. Au cours de cette réunion de cadrage, l'échantillon a été validé.

1.3.2 REVUE DOCUMENTAIRE

Cette étape a pour objectif d'approfondir la connaissance du programme à travers l'étude de tous les documents que le CBDIBA a mis à la disposition de l'équipe de consultant notamment le document du programme, le rapport d'évaluation à mi parcours, les rapports d'activités, les termes de référence et tout autre document jugés utile. La liste est annexée à ce rapport. La revue documentaire a aussi permis une révision du cadre opérationnel de référence de la mise en œuvre du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin. Une attention particulière a été portée aux indicateurs de performance du programme.

1.3.3 ECHANTILLONNAGE

Les consultants du Cabinet cosinus conseils ont apprécié l'échantillon proposé par le commanditaire qui est bien raisonné de 50% des villages ayant bénéficié des activités du programme soit dix (10) villages sur les vingt (20). Le tableau 1 présente les villages échantillonnés.

Tableau II : Tableau récapitulatif des villages échantillonnés

Départements	Communes	Arrondissement	Villages	
			Anciens	Nouveaux
Zou	Zogbodomè	Zoukou		Hlanhonou
	Agbanhinzoun	Agbanhinzoun		Azankpato
	Agbanhinzoun	Sahè	Gbozoun	
	Zogbodomè	Zogbodomè	Dovogon	
Atlantique	Toffo	Djanglanmè	Kpokpa	
	Toffo	Houègbo		Akpè
	Allada	Ahouannongon		Hèssa
Couffo	Klouékamè	Hondji		Kogbétohoué
	Aplahoué	Kissamè		Houngbamè
	Aplahoué	Kissamè	Dogohoué	

Après la détermination de l'échantillon, les consultants du cabinet cosinus conseils ont conçu les outils de collecte des données pour organiser les investigations sur le terrain.

1.3.4 ELABORATION ET CONSOLIDATION DES OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

L'étape de la revue documentaire a permis d'avoir toutes les données secondaires sur le PDCI2. Ces données concernent aussi bien les aspects institutionnels qu'organisationnels du programme et les aspects révélés par la première évaluation du programme. Il ressort du point fait de ces données que les réponses aux questions relatives à la durabilité, la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et les effets induits par le programme sur les populations ont été abordées. Ceci nous a permis d'élaborer les outils ci-après qui permettront de collecter les données y relatives complémentaires. En termes d'outils utilisés pour organiser les investigations de terrain, nous avons utilisé :

- La grille ERI d'analyse de la gouvernance ;
- Guide d'entretien avec les bénéficiaires du programme ;
- Guide d'entretien avec les non bénéficiaires du programme ;
- Questionnaire à l'endroit des responsables et les partenaires du programme ;
- Observation directe sur le terrain ;

- Entretien individuel selon le cas.

Ces guides d'entretien¹ sont structurés autour des critères de l'évaluation cités plus haut de la mise en œuvre du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin, phase II.

1.3.4.1 OUTIL ERI D'ANALYSE DE LA GOUVERNANCE

L'outil ERI est une grille élaborée dans le but de réaliser l'analyse institutionnelle rapide des organisations. C'est un outil simple et adaptée aux organisations paysannes. Il est construit autour des aspects relatifs à **l'organisation, la structuration, la gestion, les activités et le partenariat. Au total trois principaux critères d'analyse déclinés en sous-critères sont utilisés.** Il s'agit des critères :

- *Aspect institutionnel et gouvernance* décliné en 28 sous-critères ;
- *Aspect technique et économique* décliné en 16 sous-critères ;
- *Aspect partenariat et leadership* déclinée en 5 sous-critères ;

L'application de cette grille à une institution permet de calculer **l'Indice de Bonne Gouvernance (IBG)** de cette dernière. Il s'obtient par un système de pondération à 5 points maximum, attribué à chaque sous critères d'un critère considéré. Au total quarante quatre (44) sous-critères ont été retenus. L'IBG permet de reclasser les institutions de base selon trois modalités :

- *Les institutions durables qui sont celles qui ont un IBG supérieur ou égal à 70*
- *Les institutions en évolution qui ont un IBG compris entre 60 et 70 et ;*
- *Les institutions déficientes qui sont celles qui ont un IBG inférieur ou égal à 60*

A partir des notes attribuées, l'indice de bonne gouvernance des institutions de base a été calculé de même que les scores associés à chaque institution selon la formule ci-dessous :

$$IBG = 1/165 * (n_1 + n_2 + \dots + n_{44}) * 100$$

N étant le nombre de modalité du sous-critère considéré

- ✿ **IBG ≥ 70 : Institution durable**
- ✿ **60 ≤ IBG ≤ 70 : Institution en évolution**
- ✿ **IBG ≤ 60 : Institution déficiente**

¹ Guides de collecte en annexe du rapport

Le tableau ci-dessous présente la grille d'analyse ERI réadaptée utilisée au cours de la présente évaluation.

Tableau III: Modèle de grille ERI utilisé au cours de l'évaluation

Critères	N°	Sous critères	Barèmes
Aspect institutionnelle et gouvernance	1.1	Mission (raison d'être de base) de l'institution	5
	1.2	L'institution dispose de statuts	5
	1.3	L'institution dispose de règlement intérieur (RI)	4
	1.4	Limitation de mandat respectée	3
	1.5	Mode d'élection des membres des organes démocratiques	3
	1.6	Le bureau de l'institution comprend des membres alphabétisés	4
	1.7	Le bureau comprend aussi des femmes actives	3
	1.8	Il existe au sein de l'institution un système efficace de communication	3
	1.9	L'assemblée Générale (AG) est opérationnelle	3
	1.10	Le bureau exécutif de l'institution est opérationnel	4
	1.11	Le commissariat au compte est opérationnel	5
	1.12	Les attributions de chacun sont définies, documentées et connues	5
	1.13	Le CVD est officiellement enregistré et déclaré au journal officiel	4
	1.14	Le CVD est officiellement enregistré au CeRPA	3
	1.15	Un cahier de PV est tenu à jour par le/la secrétaire	4
	1.16	les documents de l'institution son bien classés	5
	1.17	Un budget prévisionnel est voté en AG au début de l'année	3
	1.18	L'institution a un ou des comptes bancaires fonctionnels	3
	1.19	Une caisse de menues dépenses existe	3
	1.20	Les rapports financiers des activités réalisées l'années passée sont rédigés	3
1.21	Les procédures financières sont écrites et appliquées	3	
1.22	Les signataires de ou ces comptes est clairement désignés	3	
1.23	Toutes les opérations financières de caisse et de banque sont enregistrées dans les journaux de la caisse e de banque	5	
1.24	Tous les biens acquis sont enregistrés par le bureau de l'institution	3	
1.25	L'institution dispose d'une clé de répartition des revenus	3	
1.26	Le bureau et les instances de décision comprennent aussi bien des jeunes actifs (inf 35 ans)	3	
1.27	Il existe des indicateurs de performance connus de tous	3	
1.28	Il existe un tableau de bord de suivi des indicateurs de performance maîtrisés par les membres	3	
Total 1			95
Aspects technique et économique	1.29	Le CVD dispose d'un plan de travail	3
	1.30	Le CVD produit des rapports d'activité à la fin de chaque année	3
	1.31	Le CVD met en œuvre une politique de promotion des filières agricoles	3
	1.32	Le CVD adopte les innovations agricoles dans le domaine des filières	4

	1.33	<i>Le CVD maîtrise l'utilisation des équipements de transformation</i>	4
	1.34	<i>Le CVD maîtrise leur statistique de commercialisation et leur chiffre d'affaire</i>	3
	1.35	<i>Le CVD a une organisation de travail et d'utilisation des biens et matériels communs</i>	5
	1.36	<i>Les activités du CVD sont rentables</i>	5
	1.37	<i>Le CVD a exécuté ses activités prévues à 60% au moins</i>	6
	1.38	<i>Le CVD participe à la campagne de reboisement</i>	3
	1.39	<i>Les activités du CVD prennent en compte les facteurs de l'environnement</i>	3
	1.40	<i>Le groupement de producteurs dispose d'un système d'estimation et de distribution des intrants</i>	3
	1.41	<i>Maîtrise des techniques culturales</i>	3
	1.42	<i>Maîtrise des techniques de transformation</i>	3
	1.43	<i>Dispositif d'accès des membres aux finances</i>	5
	1.44	<i>Dispositif interne de diagnostic des besoins de renforcement des capacités des membres</i>	5
	1.45	<i>Dispositif interne de renforcement des capacités des membres</i>	5
Total 2			51
Aspects partenariat et leadership	1.46	<i>Le CVD collabore avec les autres structures impliquées dans le Développement</i>	3
	1.47	<i>Le CVD collabore (mène une action ensemble) avec les autres structures villageoises et communales et départementales et nationales et internationales</i>	5
	1.51	<i>Le CVD contribue à la réalisation des œuvres sociocommunitaires</i>	3
	1.54	<i>Défense des membres de l'institution</i>	3
	1.55	<i>Fonctionnement sur fonds propres (autofinancement par prélèvement de cotisation sur chiffre d'affaire des membres)</i>	5
Total 3			19
Indice de bonne Gouvernance (IBG)			
165			

Au delà de l'Indice de bonne Gouvernance IBG, les **scores** à l'intérieur des critères c'est-à-dire les sous-critères permettent d'identifier de manière plus fine les **domaines de renforcement** à recommander pour l'émergence des institutions concernées. Le score est défini comme étant la **moyenne des scores attribués à chaque sous-critère d'un critère déterminé**. Ainsi dans le cadre de l'évaluation des CVDs, les scores maximum possibles sont respectivement **95, 51 et 19** pour les critères **Aspect institutionnel et gouvernance, Aspects technique et économique, Aspects partenariat et leadership**. En effet l'observation attentive des scores obtenus par une institution de base révèle les rubriques et sous-rubriques au niveau desquelles l'institution a reçu les plus faibles notes. Ces rubriques et sous-rubriques constituent les domaines de lacunes qu'il convient

de corriger. L'analyse des scores débouche sur l'élaboration d'un plan de renforcement de capacité des institutions concernées.

Au total les résultats de cette évaluation seront mis en parallèle avec les appuis apportés par le CBDIBA (formation, visite d'échange, appuis en équipement, crédits) pour mettre en évidence les effets et les appuis les moins performants. Un lien pourrait ainsi être établi entre les domaines d'excellence des bénéficiaires et les types d'appui reçus.

1.3.5 COLLECTE DES DONNEES

Cette étape a permis de collecter les données auprès des différents acteurs. Les outils et instruments comme l'entretien en focus groupe pour profiter des dynamiques de groupe et l'entretien individuel par questionnaire pour approfondir certains constats ont été privilégiés. Ces entretiens se sont déroulés sur la base des guides et du questionnaire élaborés. Au niveau central, l'équipe des consultants a organisé les entretiens individuels avec les responsables du CBDIBA et au niveau local, deux types d'entretiens ont été organisés dans les villages échantillonnés. Il s'agit du focus groupe et des entretiens individuels.

Tableau IV : Tableau récapitulatif des acteurs impliqués dans le cadre de l'évaluation du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin, phase II

Niveau	Personnes à impliquer	Outils de collecte des données	Questions évaluatives
Sphère de Pilotage et prise de décision ordinaire	Direction générale du CBDIBA Tous les organes d'orientation et de prise de décision du CBDIBA	Entretien semi structurés Examen/dépouillement des procès verbaux de réunions	Appréciation des décisions prises Appréciation de la régularité des réunions Appréciation des outils de pilotage mis en place
Sphère d'exécution des activités du programme	Responsables locaux de mise en œuvre du programme, bénéficiaires directs personnes ressources non bénéficiaires au niveau du village	Focus Group, Enquêtes individuelles des membres des groupements Entretien non structurés	Appréciation des relations avec l'Unité de Gestion du projet, Appréciation du pouvoir décisionnel des groupes vulnérables

1.3.6 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

A l'issue des travaux de terrain, les données et les informations collectées sont regroupées suivant les différentes préoccupations des termes de référence, du guide d'entretien et du questionnaire utilisés. Le regroupement des données a été axé sur une approche de type SEPO (Succès Echec Potentialités et Obstacles) de manière à faire ressortir les forces des succès obtenus mais aussi les insuffisances et les limites observées dans la mise en œuvre du Programme de développement communautaire intégré phase 2.

Les données collectées ont été aussi bien qualitatives que quantitatives

En plus de l'analyse suivant ces critères, un compte rendu des suggestions faites par les bénéficiaires et les différentes parties de la mise en œuvre du programme est fait. Des recommandations seront ensuite formulées dans chaque domaine d'intervention du programme en vue de l'atteinte des objectifs de développement visés par ce dernier.

Les méthodes d'analyse ont pris en compte les niveaux suivants :

- L'analyse des effets directs / outcome
- L'analyse des impacts / effets indirects

En plus, les niveaux d'appréciation ont été différenciés selon :

- les représentants des Comités villageois de Développement,
- les ménages,
- les animateurs endogènes,
- les représentants des communes,
- et le personnel du CBDIBA.

Ainsi l'approche de l'évaluation s'est largement basée sur des méthodes d'appréciation participative dans les villages qui tiennent compte du niveau d'éducation des groupes cibles. Les méthodes appliquées pour l'appréciation des résultats dans les villages ont été les suivantes :

- Analyse de la durabilité des Comités Villageois de Développement (CVDs) dans les 10 villages à travers l'Indice de Bonne Gouvernance.
- Profile des changements selon les problèmes constatés au départ et leur niveau de résolution jusqu'à présent ,
- Visite des réalisations importantes
- Entretien avec les comités d'infrastructure sur l'utilisation, l'utilité et la gestion des infrastructures et projets économiques des CVDs selon questionnaire semi-structuré,
- Entretien SEPO simplifié (succès et échecs/obstacles) avec les animateurs endogènes dans les 10 villages,

En plus, un atelier de recherche participative des impacts des interventions de développement divers (y inclus autres acteurs) a été organisé dans un village. Il a intégré les effets indirects et les influences externes en vue de l'amélioration des conditions de vie et de la réduction de la pauvreté.

La vue des acteurs communaux sur le développement dans les villages du programme a complété les données dans 3 communes. Les rencontres ont intégré la vue d'un nombre élevé de personnes (les maires, secrétaires exécutifs, conseillers communaux, chefs d'arrondissements, directeurs d'école et techniciens communaux. Certains personnes ressources aux villages ont aussi été rencontrés (chefs de village, enseignants...).

Finalement, des entretiens avec le personnel du PDCI 2 / CBDIBA ont eu lieu pour recueillir et analyser les données clés du programme, comprendre et compléter les résultats. Les chefs d'antenne ont en plus fournis leur vue sur l'appréciation des groupes cibles et complétés la base des données pour les dix villages visités lors de l'évaluation.

2^{EME} PARTIE : PRESENTATION DU PROJET ET DES PARTIES PRENANTES

2.1 OBJECTIF DU PROJET ET INDICATEURS

2.1.1 OBJECTIF GENERAL

Le PDCI2 est un projet mis en œuvre par le CBDIBA et le Service des Eglises Evangéliques en Allemagne (EED) sur la période d'Avril 2010 à Décembre 2013. Suite à la logique du PDCI qui a pris en compte 10 villages dans le secteur du développement autogéré par la communauté, le PDCI 2 s'est fixé pour objectif : l'amélioration durable des conditions de vie de la population dans la région du projet pour l'autopromotion. L'objectif global du PDCI 2 est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les villages d'intervention du programme au sud du Benin à travers une stratégie de mise en œuvre s'appuyant sur la capacité des communautés à s'approprier les actions pour le développement basée sur l'éducation pour la transformation sociale.

Il se décline en six objectifs spécifiques que sont :

- Renforcer les capacités des acteurs communautaires en vue de l'élaboration, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leur plan d'action ;
- Appuyer les communautés à asseoir les bases de l'économie rurale ;
- Améliorer les conditions de vie socio-sanitaires et environnementales des villages cibles ;
- Réduire le taux d'analphabétisme et augmenter le taux de scolarisation des enfants ;
- Réduire les disparités entre homme et femmes ;
- Instituer un système d'évaluation participatives des effets et impacts du programme au niveau des villages

Le PDCI 2 intervient dans 20 villages dont 10 anciens ayant été pris en compte au cours de la mise en œuvre du PDCI et 10 nouveaux. Dans les anciens villages, l'objectif est de consolider les acquis et de combler les déficits encore partiellement existants en matière d'alphabétisation, de renforcement des capacités d'autogestion, de défense des droits envers des tiers et le développement économique. Il s'agit dans les nouveaux villages d'établir ou de renforcer les structures d'autopromotion, d'accompagner le dressage de plans de développement villageois et de soutenir la réalisation de premiers projets de développement dans les domaines sociale et économique.

La deuxième phase du programme en cours continue le processus de développement villageois engagé. La finalisation des infrastructures a constitué une préoccupation importante jusqu'en 2008. En même temps, des plans d'autonomisation ont été élaborés dans tous les villages, qui mettent l'accent beaucoup plus sur les activités de développement économique (agriculture, transformation des produits agricoles). La sensibilisation dans tous les secteurs de la vie économique et sociale se poursuit. Les formations techniques et organisationnelles des structures villageoises (CVDs et groupements) ainsi que l'alphabétisation sont renforcées davantage.

Le programme est financé par le Service des Eglises Evangéliques en Allemagne (EED) avec un montant de 450.000 € (295.200.000 FCFA) pour la phase actuelle.

2.1.2 INDICATEURS

Les indicateurs suivants ont été fixés pour mesurer le degré de réussite de l'objectif du projet. Il s'agit de:

- La fonctionnalité des structures d'autopromotion après le retrait du CBDIBA notamment la continuité dans la réalisation des plans de développement villageois, la compétence sociale, le niveau de revenu des ménages, le degré d'alphabétisation, le degré de coopération avec des structures communales/ étatiques.
- Les indicateurs d'auto organisation : Fonctionnalité des structures d'autopromotion avec notamment l'application des processus démocratiques de base, la prise d'initiatives propres, la participation des femmes et de jeunes à travers leurs organisation en groupe et leurs représentation en organes ;
- Les indicateurs sociaux avec le nombre et succès des projets sociaux et mesure réalisées ; degré de mobilisation de moyens propre (en liquide et en espèce) par la population pour la réalisation de projets de développement villageois, l'accès amélioré de la population aux services sociaux de base (Education / Santé)
- Les indicateurs économiques avec le niveau de revenu des ménages, l'accès à des services de micro finance, la rentabilité des activités génératrices de revenu, la diversification des sources de revenu.
- Les indicateurs écologiques : Plantation d'arbres en Ha, nombre de Km à parcourir pour trouver le bois de chauffe

2.1.3 ZONE D'INTERVENTION

Le PDCI 2 intervient dans 20 villages (dont 10 anciens villages et 10 nouveaux) des départements du Sud du Bénin à savoir : l'Atlantique, le Couffo et le Zou. Les Tableau Ci-dessous présente les différentes zones d'intervention du programme.

Ces villages se situent dans un rayon de 50 km de la direction du CBDIBA dans la vision de rendre visible l'effet et impact du programme dans une zone de concentration géographique et créer des nœuds de développement. Ce choix a été opéré en fonction des critères de pauvreté initialement prévus (problèmes d'organisation et de cohésion sociale, problème sanitaire, inégalité sociales manque du minimum vital nécessaire.). Le choix des dix nouveaux villages du programme a été fait en fonction de la proximité avec les anciens. Le projet a prévu d'impacter directement 28 000 bénéficiaires directs des avantages du programme.

Tableau V : Tableau récapitulatif de la zone d'intervention du projet

N°	Département	Commune	Arrondissement	Types	Village
1	Zou	Agbangnizoun	Sahê	Anciens	Gbozoun I
2		Agbangnizoun	Sahê		Loupké
3		Zogbodomey	Zogbodomey		Dovogon
4		Zogbodomey	Zoukou		Kotto
5	Couffo	Aplahoué	Kissamè		Dogohoué
6		Lalo	Zalli		Kpévidji
7		Klouékanmè	Lanta		Tokanmè kpodji
8	Atlantique	Allada	Topka		Zounlédji
9		Toffo	Djanglamè		Kpokpa
10		Toffo	Kpomè		Azonmè
11	Zou	Agbangnizoun	Sahê	Nouveaux	Dovota
12		Agbangnizoun	Agbangnizoun centre		Tanta
13		Agbangnizoun	Agbangnizoun		Azanpkanto
14		Zogbodomey	Zoukou		Hlanhonnou
15	Couffo	Klouékanmè	Djoto		Avéganmè
16		Klouékanmè	Hondji		Kogbétohoué
17		Aplahoué	Kissamè		Houngbamè
18	Atlantique	Toffo	Sèhouè		Aclonmè
19		Toffo	Sè		Ayahonou
20		Toffo	Colli		Colli Bossouvi

2.1.4 CARTOGRAPHIES DES PARTIES PRENANTES

Les parties prenantes au projet sont constituées par :

- Le Service des Eglises Evangéliques en Allemagne (EED) qui est le partenaire financier ;
- Le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA) qui met en œuvre le programme ;
- Le groupe cible constitué par les villages bénéficiaires du projet.

- **Service des Eglises évangéliques en Allemagne (EED)**

L'EED est le partenaire financier qui en collaboration avec le CBDIBA a financé le PDCI 2.

- **Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA)**

Organisation non gouvernementale intervenant dans l'appui aux organisations paysannes, les groupements féminins et les communautés rurales dans le processus de développement durable, le CBDIBA intervient dans le projet en tant que facilitateur du processus de prise en charge du développement de la communauté par la communauté elle-même. Dans ce processus une équipe technique constituée comme suit a été mis en place :

- Le personnel technique de la direction constitué par :
 - ✿ Un directeur de projet
 - ✿ Un responsable des programmes chargé de la formation
 - ✿ Un responsable Planification, Suivi et évaluation
 - ✿ Un responsable de la comptabilité
 - ✿ Un responsable des ressources humaines et de la communication
 - ✿ Un responsable de la micro finance et économie rurale
 - ✿ Un responsable de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes
- Le personnel de soutien
- Le personnel de terrain constitué de :
 - ✿ Trois chefs d'antennes (Atlantique, Mono-Couffo, Zou)
 - ✿ Six animateurs répartis sur les antennes

Le personnel de terrains est en contact permanent avec les communautés appuyées. Il accompagne les populations dans toutes leurs initiatives locales à travers le renforcement des capacités des organisations communautaires (Comités Villageois de Développement CVD), l'organisation de séances éducatives en rapport avec des thématiques spécifiques à chaque milieu, le suivi du fonctionnement des différents comités installés, l'accompagnement des communautés dans l'identification et la gestion des activités génératrices de revenu pour ne citer que ceux là.

- ✚ **Les villages bénéficiaires**

Les bénéficiaires directs sont constitués des membres des communautés de 10 nouveaux villages et de 10 anciens villages du programme.

Sur le plan économique, l'agriculture constitue la principale source de revenu des habitants. C'est une agriculture de subsistance basée sur l'utilisation des techniques et d'outillages rudimentaires. Les principaux produits cultivés sont : le maïs, le manioc, le piment, l'arachide et le niébé. Ces produits sont généralement vendus dans les marchés les plus proches à des prix dérisoires. On note également la présence des artisans notamment les vanniers et les potiers et surtout les femmes transformatrices de produits vivriers.

Sur le plan social, les nouveaux villages éprouvent de sérieuses difficultés pour se mobiliser en vue de l'organisation d'une action communes allant dans le sens du développement. Le niveau de cohésion et d'organisation sociale sont très faible. A cela il faut ajouter la réelle difficulté de promotion de leaders capables d'impulser le processus de développement communautaire.

Sur le plan culturel, diverses pratiques s'observent parmi lesquelles nous pouvons énumérer l'organisation de cérémonies périodiques pour conserver la tradition notamment les cérémonies ruineuse, le lévirat, le mariage forcé etc....

Le choix des dix nouveaux villages a été fonction de la proximité avec les anciens villages. Cette démarche a permis de faciliter le parrainage des nouveaux villages par les anciens villages en vue de faciliter l'apprentissage, l'échange des meilleures pratiques entre les nouveaux et les anciens villages pour produire des effets d'entraînement nécessaires à une meilleure réussite des interventions.

La population cible des villages s'élève à 28 634 personnes dans 5 778 ménages. Le nombre des femmes (53 %) est légèrement plus élevé que celui des hommes et la taille moyenne des ménages est de 4,9 personnes. La taille des villages varie entre 378 et 3 345 personnes.

Les langues locales sont le Fon (département du Zou), étant une langue importante du pays et ainsi souvent compris par d'autres ethnies aussi, le Adja, qui est la langue principale dans le département du Couffo, et le Fon et Aïzo qui est surtout parlé dans le département de l'Atlantique. Cette diversité de langues constitue une contrainte dans les formations du programme qui regroupent en général les représentants de tous les villages, ainsi que pour l'élaboration des documents (documents techniques, livrets d'alphabétisation et journaux).

Le Tableaux ci-dessous présente les caractéristiques des villages cible en termes de nombre d'habitants et de la taille des ménages

Tableau VI : Caractéristiques démographiques des villages cibles

N°	Département	Commune	Arrondissement	Type	Village	Nombre d'habitants			Ménage	
						F	H	T		
1	Zou	Agbangnizoun	Sahê	Anciens	Gbozoun I	500	431	931	252	
2		Agbangnizoun	Sahê		Loupké	391	341	732	213	
3		Zogbodomey	Zogbodomey		Dovogon	557	479	1036	196	
4		Zogbodomey	Zoukou		Kotto	460	395	855	116	
Sous-total Zou						1908	1646	3554	777	
5	Couffo	Aplahoué	Kissamè		Dogohoué	630	518	1.148	158	
6		Lalo	Zalli		Kpévidji	923	788	1.711	293	
7		Klouékanmè	Lanta		Tokanmè kpodji	568	453	1021	238	
Sous-total Couffo						2121	1759	3880	689	
8	Atlantique	Allada	Topka		Zounlédji	203	175	378	89	
9		Toffo	Djanglamè	Kpokpa	334	304	638	164		
10		Toffo	Kpomè	Azonmè	1098	1067	2165	481		
Sous-total Atlantique						1635	1546	3181	734	
11	Zou	Agbangnizoun	Sahê	Nouveaux	Dovota	674	661	1335	228	
12		Agbangnizoun	Agbangnizoun centre		Tanta	853	708	1561	340	
13		Agbangnizoun	Agbangnizoun		Azanpkanto	329	294	623	152	
14		Zogbodomey	Zoukou		Hlanhonnou	714	662	1376	223	
Sous-total Zou						2570	2325	4895	943	
15	Couffo	Klouékanmè	Djoto		Avéganmè	1876	1528	3445	545	
16		Klouékanmè	Hondji		Kogbétohou é	767	557	1324	217	
17		Aplahoué	Kissamè		Houngbamè	1195	1018	2213	379	
Sous-total Couffo						3838	3103	6982	1141	
18	Atlantique	Toffo	Sèhouè		Aclonmè	1271	1241	2512	624	
19		Toffo	Sè	Ayahonou	480	440	920	235		
20		Toffo	Colli	Colli Bossouvi	1398	1312	2710	635		
Sous-total Atlantique						3149	2993	6142	1494	
TOTAL						1522	1337	2863	5778	
						1	2	4		

Source : RGPH3

2.1.5 STRATEGIE D'INTERVENTION DU PROJET

La stratégie d'intervention varie selon qu'il s'agit des anciens villages ou des nouveaux villages

➤ Anciens villages

La stratégie du programme consiste en une orientation vers des interventions spécifiques à travers :

- Le renforcement des capacités des CVD sur des aspects non suffisamment approfondis ou maîtrisés au cours des phases antérieures ;
- L'organisation de journées de réflexion sur les stratégies de mobilisation des ressources financières et de gestion des budgets ;
- L'instauration d'un système d'auto-évaluation participative des effets et impacts au niveau communautaire;
- La capitalisation de l'expérience développée par le PDCI
- Le renforcement des capacités des animateurs endogènes sur la base de l'identification de leurs besoins réels en formation ;
- Le renforcement des capacités des groupements de femmes à développer des AGR rentables et le soutien financier pour la mise en œuvre de leurs activités ;
- L'intensification de l'alphabétisation au niveau des CVD et des groupements de femmes pour en faire un véritable instrument de développement
- L'organisation d'une recherche-action sur les facteurs socio-organisationnels qui freinent ou favorisent le développement communautaire ;
- L'élaboration de profil d'activités entre homme et femmes en vue d'une meilleure répartition des charges entre les deux sexes.

➤ Nouveaux villages

La stratégie d'intervention est basée sur l'approche participative au niveau village. Elle privilégie la population comme auteur et acteur de son propre développement. Dans les nouveaux villages cette stratégie repose sur les axes ci-après :

- La signature d'un contrat de partenariat avec les villages dans lesquels la contribution, le rôle et les responsabilités du CBDIBA et des communautés seront clairement définis ;

- La mise en place d'un contexte favorable à un changement de mentalité, de transformation effective des valeurs sociales, culturelle, psychologiques, économiques etc. pour que les communautés identifient et mettent en valeur leurs potentialités exploitables ;
- L'organisation des communautés pour promouvoir des leaderships responsables capables d'impulser le développement local
- Le renforcement des capacités pour une prise en charge effective des actions communautaires en vue de leur pérennisation. Ce renforcement passe inexorablement par l'information, la formation et la mobilisation sociale ;
- Le suivi-Appui de proximité de la structure d'accompagnement pour mieux vivre les réalités de la population, apporter les solutions adéquates à leurs problèmes en temps opportun et créer la confiance réciproque afin de tisser un partenariat sincère et solide. Pour cela, les animateurs qui maîtrisent bien la langue du milieu seront appelés à résider dans les villages et à accompagner chaque village dans le processus de développement afin de mieux comprendre les phénomènes et les noumènes ;
- Le transfert de compétence à la population à travers l'identification et le renforcement des capacités des animateurs endogènes et comités villageois de pilotage qui serviront de relais à la base ;
- L'instauration d'un système de recherche action, d'auto-évaluation accompagné de suivi-évaluation pour opérer des réajustements et réorientations nécessaires.

➔ ***Outils de gestion, d'animations de projets***

Les outils suivants ont été utilisés dans la conduite du projet :

- La communication pour un Changement de Comportement (CCC) par rapport à la vision et à la perception du développement local et certains aspects liés à l'hygiène et à l'assainissement du milieu;
- MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative) pour la conduite des études et évaluations ;
- MAPP (Method for Impact Assessment of Program and Projects) pour évaluer les effets et impacts du programme dans les villages d'intervention ;
- Former pour transformer (FpT) pour susciter et opérer les transformations nécessaires au développement organisationnel, technique et économique des communautés ;
- SARRAR (Self esteem Association strenght Resourcefulness) pour une mise en confiance des communautés afin d'identifier les ressources disponibles pour le développement communautaire.

- Un système de suivi-évaluation a été mise en place avec un accent particulier sur la mesure de l'impact et les changements observés, l'implication de tous les acteurs dans le processus, ainsi que la saisie de l'utilisation d'information quantitative et qualitative complémentaire sur la base d'indicateurs objectivement vérifiables notamment des indicateurs sexo spécifique. Ce mécanisme comprend :
 - ✿ Un système d'outil de gestion opérationnelle (cadre logique, plan d'opération, tableau d'évaluation financière, tableau d'éclatement par nature de dépense pour l'exercice en cours) ;
 - ✿ Un outil de mesure de la performance du personnel de programme (contrat de performance, lettres d'évaluation semestrielle...).
 - ✿ Des tournées de suivis trimestriels seront réalisées par l'équipe de coordination des actions du CBDIBA assortis de rapport
 - ✿ Au bout d'une année de mise en œuvre des actions, le CBIDIBA appuiera les communautés villageoises à organiser des journées bilan pour à faire le point des activités menées au cours de la période

3^{EME} PARTIE : APPRECIATION DES RESULTATS DU PROJET

3.1 PRINCIPAUX ACQUIS DU PROJET

* Infrastructures communautaires

Le tableau suivant présente les infrastructures réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des actions prévues sur le PDCI pendant la première et la deuxième phase.

Tableau VII : Infrastructures sociocommunautaires réalisées

Infrastructure	Village	Produits	Commentaire
Infrastructure socio-communautaire	Hèssa	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier
	Akpè	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier en cours
	Dovogon	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier
	Gbozoun	Salle de réunion et équipement Aménagement des pistes	Equipé en mobilier
	Houngbame y	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier
	Kogbétohou é	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier
	Dogohoué	Salle de réunion et équipement	Equipé en mobilier
Education et alphabétisation	Kpokpa	Module de 3 classes et d'un bureau	Le module de classe a été préférée à la salle de réunion les fonds destinés à la salle de réunion ont été donc convertis en module de classe
Eau potable et assainissement	Kpokpa	Adduction d'eau villageoise	Le CVD a fait des plaidoyers pour la réalisation de l'AEV
Agriculture			Aucune infrastructure n'a été prévu sur ce volet
Santé	Kpokpa	Case de santé et local pharmacie villageoise	L'autorisation de mise en service n'a pa encore été reçu.
Protection environnementale	Tous les villages	Reboisement	Aucune infrastructure n'a été prévu sur ce volet
Economie/Finance			

* Salles de réunion

La construction de salle de réunion dans le cadre de ce projet est capitale. En effet, pour tous les villages pris en compte par cette initiative, il n'existait aucune infrastructure de base pouvant servir de lieu de regroupement pour discuter des questions de développement. Autrefois, les populations menaient une vie collective passive. Les salles de réunion réalisées servent fortement le besoin de regroupement des populations afin de discuter des problèmes de développement de leurs villages. La satisfaction des besoins des communautés en vue des lieux de réunions (et loisirs) est entièrement satisfaite.

De plus, en dehors des organisations communautaires, les salles sont parfois utilisées par d'autres ONGs, des parties politiques lors des campagnes électorales.

Au total, hormis le village de Kpokpa qui a préféré un module de classe en lieu et place de salle de réunion, tous les autres villages ont construit leurs salles de réunion en matériaux durs.

Les salles de réunion ont participé non seulement à « un changement du visage physique du village », mais elles renforcent aussi l'importance du CVD comme entités villageoises dotées de capacités non négligeables de gestion des affaires communautaires.

✿ Modules de classe

La construction de modules de classes reste une priorité dans les besoins exprimés par les populations. En dehors des anciens villages PDCI, aucun nouveau village (sur les six (6) visités) n'a pu bénéficier de module de classes de la part du programme. Certes, la construction des salles de classes nécessitent des investissements beaucoup plus lourds comparativement aux prévisions budgétaires du programme. Il faut aussi remarquer que certains villages (la plupart des nouveaux villages) disposent déjà de salles de classes. Dans l'ensemble, les démarches sont en cours pour accompagner la scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés. Dans les villages, plusieurs sensibilisations ont été faites en faveur de la scolarisation des enfants scolarisables et en particulier les filles. Dans le tableau suivant, les nombres d'enfants inscrits et ceux admis sont répartis par sexe.

Tableau VIII : Scolarisation des enfants dans les villages du PDCI

Villages	Nombre d'inscrits			Nombre d'admis			Taux de réussite (%)
	H	F	T	H	F	T	
Akpè	165	214	379	127	200	327	86
Hessa	102	169	271	95	121	216	80
Azankpanto	195	245	440	156	212	368	84
Hlanhonou	108	201	309	100	195	295	95
Houngbamey	98	159	257	85	149	234	91
Kogbétohoué	157	215	372	148	202	350	94
Dovogon	65	76	141	58	69	127	90
Kpokpa	56	49	105	51	41	92	88
Gbozoun	47	85	132	42	80	122	92
Dogohoué	85	67	152	79	59	138	91
Total	1078	1480	2558	941	1328	2269	89,1

Source : Direction CBDIBA

Ce tableau montre sans doute les efforts consentis en matière de scolarisation des enfants tout sexe compris. Ce qui est encourageant ici c'est le taux de réussite qui est de 89% en moyenne. Cependant, les villages de Hessa, Azankpanto et Akpè affichent les plus faibles performances avec respectivement un taux de réussite de 80%, 84% et 86%. Le village de Hlanhonou vient en tête du peloton avec 95% du taux de réussite.

En général, la scolarisation des filles est très remarquable et doit être maintenue par tous les moyens possibles.

✿ Eau potable et assainissement

Les appuis du PDCI aux CVDs ont contribué à accroître les infrastructures en eau potable. Les contreparties du village, la mise en place du site devant abriter l'infrastructure et la mise en cohérence avec les autorités locales prennent du temps et ralentissent la réalisation des points d'eau. Les actions de sensibilisations organisées en faveur de l'utilisation rationnelle de l'eau et de la consommation d'eau potable ont beaucoup influencé les comportements des villageois qui adoptent des comportements plus sains.

Il est prévu la réalisation de latrines dans le cadre des activités. Toutefois, certains villages visités au cours de notre étude ont déjà bénéficié de cette infrastructure (6) alors que d'autres attendent encore (2). Les sensibilisations pour un changement de comportements sont organisées dans tous les villages.

✿ Infrastructures de santé

Les infrastructures de santé (case de santé et pharmacie) prévues dans le cadre du PDCI restent encore une préoccupation majeure pour les villages visités. Si pour les uns, il est attendu une autorisation du ministère, pour d'autres cela n'a pas encore pris corps dans les priorités.

✿ Infrastructures routières

Pour ce qui concerne le volet des infrastructures routières, des appuis matériels ont été donnés en vue de la réhabilitation de certaines voies d'accès. Les populations ont été formées pour l'entretien des pistes rurales et se chargent régulièrement d'aménager dans la mesure du possible les voies inter hameaux. Cet investissement accompagne le désenclavement des villages PDCI, qui sont de plus en plus présents dans les activités de développement sur plan communal. Entre autres avantages tirés de l'aménagement des pistes, il faut noter

✿ Agriculture

Les populations concernées par cette initiative tirent essentiellement leurs revenus des activités agricoles. Ainsi, dans ce domaine, l'appui a surtout consisté à la distribution des semences du soja, la promotion du maraîchage.

Avec l'appui des conseillers agricoles endogènes, des formations et des sensibilisations sur les méthodes culturales ont été données pour une gestion de la fertilité des sols à base de matière organique. La production en contre-saison a été une innovation à laquelle les populations ont adhéré. Des efforts de transformation des produits agricoles sont menés. Il s'agit entre autres de la transformation du soja en fromage, du manioc en gari, de l'arachide en galette etc.

✿ Reboisement au profit des CVDs

Dans une logique de protection de l'environnement, les populations ont été sensibilisées à la pratique du reboisement. A cet effet, le CBDIBA a fourni des plants qui ont été mis en terre par les populations avec l'appui des animateurs endogènes. Mais les populations sont confrontées à la mauvaise foi de certains indécents qui abattent les arbres sans aucun scrupule.

✿ Financement des activités génératrices de revenu

L'octroi des microcrédits constitue une activité principale du CBDIBA depuis longtemps. Les expériences de l'organisation ont été valorisées dans les villages du PDCI. Les CVDs gèrent les crédits dans le sens qu'ils effectuent l'analyse des demandes des différents groupements et

prennent la décision à quel groupement octroyer le crédit ensemble avec les animateurs du PDCI. Ensuite les demandes sont transmises par l'antenne départementale à la Direction du CBDIBA.

Tableau IX : Crédits octroyés pour les activités génératrices de revenus

Village	Nombre total de personnes touchées	Volume du crédit accordé (FCFA)	Volume de crédit accordé / personnes (FCFA)
Dogohoué		-	-
Kpokpa		-	-
Dovogon	30	630 575	21 019
Héssa	25	500 000	20 000
Kogbétohoué	25	500 000	20 000
Houngbamè	25	500 000	20 000
Hlanhonou	50	1 000 000	20 000
Azankpanto	50	1 000 000	20 000
Akpè	50	1 000 000	20 000
Gbozoun		-	-
Total	/ 255	5 130 575	20 119
Moyenne			

A la lecture de ce tableau, il ressort que deux cent cinquante cinq (255) personnes ont bénéficié de crédits sur les dix (10) villages parcourus. Le volume de crédit accordé est de cinq millions cent trente mille cinq cent soixante quinze (5 130 575) francs CFA et le volume de crédit accordé par personnes en moyenne est de vingt mille cent dix neuf mille (20.119) francs CFA. A l'analyse des chiffres du tableau, il ressort une grande disparité entre les villes que ce soit en nombre de bénéficiaires qu'en volume de crédits accordés. A titre d'exemple, quand on prend le cas du village de Akpè qui a bénéficié d'un montant total de un million (1000 000) de francs CFA avec Deux cent huit (208) ménages bénéficiaires à côté du village de Héssa qui n'en a eu que cinq cent mille (500 000) francs CFA pour 418 ménages, cela pose un problème d'équité que seuls les critères de départ peuvent éclairer.

En effet, selon les responsables du projet, les villages ayant contracté de crédit et qui n'ont pas fini de rembourser n'ont pas été pris en compte ; comme ce fut le cas de Gbozoun, Dogohoué et Kpokpa. Par contre, les villages ayant accusé de retard dans le remboursement de leur crédit ont été pénalisés (Héssa, Kogbétohoué et Houngbamè). En revanche, ceux qui ont régulièrement honoré leur engagement (Hlanhonou, Azankpanto et Akpè) ont vu leur crédit augmenté.

Reprendre le graphe ici

Graphe I :

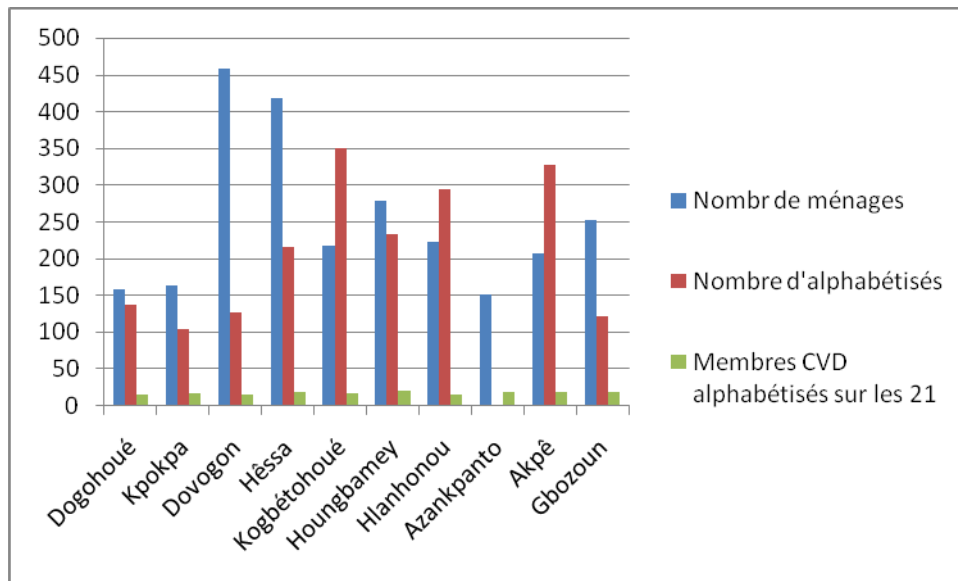
✿ Alphabétisation

Le fort taux d'analphabétisme dans les villages a retenu l'attention du programme. Ainsi, pour réduire l'ignorance des populations liées au taux d'analphabétisme, des actions de formation ont permis d'identifier des maîtres d'alphabétisation endogènes qui ont formé un nombre important de personnes. Selon les statistiques du CBDIBA,

Tableau X: Effectif de personnes alphabétisées dans les villages du PDCI

Village	Nombre de ménages	Nombre de personnes alphabétisées	Nombre de membres du CVD alphabétisé sur 21	Nombre de personnes alphabétisées / ménage
Dogohoué	158	138	16	1
Kpokpa	164	105	18	1
Dovogon	459	127	15	0,27
Hêssa	418	216	20	1
Kogbétohoué	217	350	17	2
Houngbamè	279	234	21	1
Hlanhonou	223	295	15	1
Azankpanto	152	368	19	2
Akpè	208	327	20	2
Gbozoun	252	122	20	0,48
Total / Moyenne	2 530	2 282	181	1,17

Il ressort de ce tableau que certains villages affichent les meilleures performances en matière d'effectifs de personnes alphabétisées avec parfois 2 personnes au niveau des ménages, c'est le cas de Kogbétohoué (350), Azankpanto (368) et de Akpè (327). Les villages de Dovogon (127) et de Gbozoun (122) affichent les plus faibles performances avec un grand nombre de cas de ménages n'ayant pas encore bénéficié de cette formation des adultes. Il va s'en dire que dans le domaine de l'alphabétisation, des défis restent à relever.



Graphe II: Effectif de personnes alphabétisées dans les villages du PDCI

3.2 ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET AVEC LES POLITIQUES NATIONALES

Le PDCI 2 à l'image du PDCI qui l'a précédé est très bien intégré dans la politique nationale de développement, surtout en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et le processus de décentralisation engagé depuis 2003. Il s'adresse aux communautés rurales dont l'incidence de pauvreté est plutôt en train d'augmenter que de baisser suite à la faible croissance économique du milieu rural. Bien que le sud du Bénin soit en général plus développé que le centre et le nord du pays, l'on retrouve néanmoins dans le département de l'Atlantique un nombre élevé de ménages très pauvres. C'est également le cas dans bon nombre de ménages des trois départements du programme.

Le PDCI 2 se trouve en bonne synergie avec la politique de lutte contre la pauvreté, exprimé dans la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015). En effet, La stratégie est fondée sur cinq axes, dont chacun est prise en compte par le PDCI 2. Le tableau ci-dessous présente une synthèse des éléments de cohérence entre le SCRP 2011-2015 et les activités du programme. Il en ressort de toute évidence que la **cohérence par rapport à la stratégie nationale est très élevée.**

La contribution locale du programme aux objectifs de développement est particulièrement concluante dans la promotion de la gouvernance locale, de l'éducation de base, dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement, puisqu'il appuie plusieurs activités rattachées en cohérence avec ces objectifs.

L'approche de création des CVDs au Bénin date des années 1990 avant la décentralisation en vue de promouvoir le développement à la base. Ainsi, il semble à première vue un peu anachronique de démarrer cette approche maintenant après l'installation des conseils communaux et les autres

organes de la décentralisation. Mais en réalité, le programme renforce le processus de décentralisation engagé au Bénin depuis 2003 par la promotion des structures de gouvernance locale à la base pour plusieurs raisons :

- la pratique de la participation et de la démocratie à la base peuvent être expérimentée dans les CVDs par la planification et la mise en œuvre des plans de développement villageois, et
- le renforcement de la société civile villageoise représente un grand atout pour la décentralisation, comme la dynamique et l'organisation locale sont renforcées selon les mêmes principes, et ainsi appuient le processus de décentralisation engagé.

Une influence positive du contexte de la décentralisation sur le programme est également évidente (pratique de la démocratie, intégration des femmes et des jeunes dans les organes de décision...). Les structures créées répondent à la logique de la décentralisation, comme ils reflètent le système des organes communaux de manière simplifiée à la base.

Comme cela a été notifié au terme de l'évaluation du PDCI, les liens entre les CVDs et les unités administratives de la commune (arrondissements et villages) n'ont pas encore été clairement définis et consolidés de telle manière que toutes les synergies potentielles soient produites de manière efficace. Les villages et arrondissements sont dotés des organes de représentation au niveau communal par la loi de la décentralisation (chef de village et chef d'arrondissement). Les structures créées par le PDCI puis le PDCI 2 offrent l'opportunité d'identifier et de véhiculer les intérêts villageois aux structures superposées (arrondissement et commune) et de s'impliquer dans la politique de développement communal. Toutefois la relation entre le chef de village (élu) et le CVD du village restent à clarifier pour augmenter la cohérence et le travail en synergie entre les structures villageoises créées et les organes de représentation de la commune au village afin d'éviter les chevauchements potentiels et de renforcer le poids des intérêts villageois au niveau de la commune.

Tableau XI : Synthèse des éléments de cohérence entre le PDCI 2 et le SCRP (2011-2012)

Axes du SCRP (2011-2015)	Composantes de l'axe ²	Activités correspondantes du programme	Pertinence
--------------------------	-----------------------------------	--	------------

² Axes nationales non pris en compte par le programme en italique

Axe 1 : Accélération de la croissance et la transformation de l'économie	1.1 <i>Consolidation du cadre macroéconomique</i> 1.2 Dynamisation du secteur privé 1.3 Diversification de l'économie 1.4 <i>Promotion de l'intégration régionale</i>	1.2 Dynamisation des groupements économiques (de femmes), diversification des activités et développement de la micro-finance 1.3 Diversification de la production agricole (maraîchage, teckeraie, soja), valeur ajoutée par la transformation, stockage et commercialisation	Elevée
Axe 2 : Développement des infrastructures	2.1 Infrastructures de transport 2.2 <i>Infrastructures énergétiques</i> 2.3 <i>Les infrastructures de communication et des technologies de l'information</i> 2.4 Infrastructures hydrauliques et d'assainissement	2.1 Routes d'accès et inter villageoises (désenclavement de Hèssa) 2.4 Aménagement des puits et latrines, sensibilisation	Elevée
Axe 3 : Renforcement du capital humain	3.1 Maîtrise de la croissance démographique 3.2 Promotion d'une éducation de développement 3.3 Amélioration de l'état sanitaire et nutritionnel de la population 3.4 La création d'emplois décents 3.5 la réduction des inégalités de genre	3.1 Action de sensibilisation et d'IEC sur la planification familiale 3.2 Construction des modules de classes, , appui à l'alphabétisation, sensibilisation pour la scolarisation... 3.3 construction des infrastructures de santé (cases de santé et pharmacies, sensibilisation en vue des soins de santé et de la prévention des maladies (paludisme, maladies liés à l'hygiène), promotion des activités sportives	Elevée

	3.6 Renforcement de la protection sociale	3.4 Formation et appui des activités génératrices de revenu, lutte contre l'attentisme et pour l'initiative / l'entrepreneuriat 3.5 et 3.6 Promotion des femmes et de l'égalité des sexes, lutte contre l'exode rural et le trafic des enfants	
Axe 4 : Promotion de la qualité de la gouvernance	4.1 Renforcement de la qualité de la gestion des finances publiques 4.2 Renforcement de la gouvernance politique 4.3 Promotion de la gouvernance environnementale 4.4 Promotion des droits humains et le renforcement des capacités juridiques des pauvres	4.1, 4.2 et 4.3 Promotion de la participation, la démocratie et la bonne gouvernance au niveau local en complément de la politique de décentralisation à la base 4.4 Promotion des droits de l'homme et de la citoyenneté, éducation civique à travers les para juristes	Elevée
Axe 5 Développement équilibré et durable de l'espace national	5.1 Renforcement du processus de décentralisation et de déconcentration 5.2 Consolidation de l'aménagement du territoire pour une économie régionale et locale dynamique <i>5.3 La poursuite de la réforme foncière</i> <i>5.4 Promotion des espaces</i>	5.1 et 5.2 Renforcement du développement local des villages marginalisés et des capacités des acteurs de développement local, intégration des villages dans les réseaux régionaux 5.5 et 5.6 Sensibilisation en vue de la bonne gestion des ressources naturelles (lutte contre le brûlis, reboisement), assainissement et hygiène	Elevée

	<i>frontaliers</i> 5.5 Gestion de l'environnement et des ressources naturelles et amélioration du cadre de vie 5.6 La gestion des catastrophes et des risques naturels		
--	--	--	--

3.3 ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET PAR RAPPORT AUX BESOINS DES BENEFCIAIRES

Par rapport aux besoins des bénéficiaires

La pertinence du programme est très élevée par rapport aux problèmes et besoins de la population dans les villages cibles. La sélection des villages a tenu compte de plusieurs critères de pauvreté selon les statistiques départementales et leur vérification sur le terrain (infrastructures sociales, enclavement, conditions économiques, ainsi que la non-présence d'autres acteurs de développement). Les activités du programme ont été identifiées sur la base des diagnostics participatifs dans chaque village. Ils tiennent compte des problèmes socio-économiques réels et analysent leurs causes et effets ainsi que les menaces et opportunités en vue d'identifier les besoins. De plus, la priorisation tient compte du genre. Cette approche a permis de prendre en compte les besoins particuliers ainsi que la perception des populations lors de la formulation des plans de développement (phase I) et des plans d'autonomisation (phase II) pour chaque village. Le programme à caractère multisectoriel tient compte des problèmes d'ordre organisationnel, d'accès aux services de base, et économiques. Il est à noter que la première phase du programme a accentué l'aménagement des infrastructures, tandis que la deuxième phase en cours (plans d'autonomisation) se réfère beaucoup sur les problèmes économiques et la pérennisation des acquis (transfert de compétences et appui institutionnel).

Les activités spécifiques du PDCI 2 sont formulées sur la base des problèmes propres à chaque village et se retrouvent dans les PDVs. **La cohérence des stratégies des plans**

d'autonomisation par rapport aux problèmes de départ est considérée comme très élevée, et ainsi, la pertinence du programme est parfaitement assurée.

3.4 ANALYSE DE L'EFFICACITE DU PROJET

L'évaluation de l'efficacité du programme consiste à une comparaison entre les activités planifiées et réalisées par le programme d'une part et à l'analyse des effets/ changements induits par le programme d'autre part.

3.4.1 COMPARAISON ENTRE ACTIVITES PLANIFIEES ET ACTIVITES REALISEES

Les paragraphes suivants décrivent les activités du PDCI 2 menées, apprécient la qualité des réalisations, mettent la lumière sur les défis et décrivent les effets de l'intervention dans la mesure du possible, tout en examinant le degré de satisfaction des besoins de la population.

Tableau XII : Bilan des réalisations physiques et financières (informations à compléter par le CBDIBA)

Tableau des réalisations physiques et financières accomplies à ce jour par le PDCI								
Domaine d'intervention	Village	Activités programmées	Activités réalisées	Montant programmé (par source de financement)		Montant décaissé		observation
				(par source de financement)		(par source de financement)		
				EED	CBDIBA	EED	CBDIBA	
Suivi - accompagnement, Formation-recyclage, alphabétisation, développement économique groupements de femmes		Recyclage des Maîtres Alphabétiseurs	Recyclage des Maîtres Alphabétiseurs			1 935 000		
		Formation des animateurs de santé communautaire	Formation des animateurs de santé communautaire			1 870 300		
		Recyclage des animateurs endogènes	Recyclage des animateurs endogènes			1 705 825		
		Evaluation des centres d'alphabétisation	Evaluation des centres d'alphabétisation			505 000		
		Formation des groupements sur la gestion d'une caisse épargne	Formation des groupements sur la gestion d'une caisse épargne			2 425 000		
		Mise en place Micro Crédit	Micro Crédit			1 500 000	-	

		Recyclage des CVD	Recyclage des CVD			1 054 875		
ORGANISATION SOCIALE		AGC des amasco	AGC des amasco			413 560	-	
		Formation des CVD sur leurs rôles	Formation des CVD sur leurs rôles			1 242 500		
		Formation des MAE	Formation des MAE			1 513 400		
		Formation sur l'entretien des plants	Formation sur l'entretien des plants			1 090 825		
		Mise en place d'équipement de distraction (Télé - groupe - DVD - Haut parleur)	Mise en place d'équipement de distraction (Télé - groupe - DVD - Haut parleur)			2 250 000		
		Formation des animateurs de santé communautaire	Formation des animateurs de santé communautaire			1 789 000		
Plans de développements et réalisations d'infrastructures		Construction salles de réunions dans les 10 villages du programme	Construction salles de réunions			43 500 000 ³	15 000 000	A Kpokpa les fonds décaissés ont financé la construction d'un module de trois classes.

³ Au niveau de chaque village, un montant de 5 850 000 a été débloqué pour la construction de salle de réunion à raison de 4 350 000 sur financement EED et 1 500 000 sur financement CBDIBA.

communautaires		Équipement des salles de réunion			3 289 800	600 000	
Activités économiques y compris micro crédits		Micro-crédits pour le développement des AGR (voir détail par village dans tableau n°9 : crédits octroyés pour les AGR)			5 630 575		
Organisation de jeux et concours entre villages		Mise en place de matériel de foot (Maillot, ballon, crampon)	Mise en place de matériel de foot (Maillot, ballon, crampon)		1 450 000		
		Organisation de tournoi de foot inter village	Organisation de tournoi de foot inter village		1 001 500		
Formation méthodologique du personnel du CBDIBA		Formation des animateurs et Chef d'Antenne sur le thème la viabilité des projets de développement	Formation des animateurs et Chef d'Antenne sur le thème la viabilité des projets de développement		1 310 000		

		Recyclage des animateurs et Chef d'Antenne sur le thème "Comment mesurer les effets et impact des projets?"	Recyclage des animateurs et Chef d'Antenne sur le thème "Comment mesurer les effets et impact des projets?"			1 015 325		
		Formation des animateurs sur le thème "L'utilisation des outils spécifiques genre"	Formation des animateurs sur le thème "L'utilisation des outils spécifiques genre"			1 185 245		
		Recyclage des animateurs sur le thème "Techniques d'animation de groupe"	Recyclage des animateurs sur le thème "Techniques d'animation de groupe"			1 226 130		
		Recyclage de la secrétaire sur la gestion de secrétariat	Recyclage de la secrétaire sur la gestion de secrétariat			275 125		
Voyages et échanges d'expériences		Visite d'échange d'expérience entre ancien village et nouveau village	Visite d'échange d'expérience entre ancien village et nouveau village			1 539 350		

Publication journaux, études		Frais de rédaction de journal Gléxizogbin	Frais de rédaction de journal Gléxizogbin			341 700		
		Impression des journaux	Impression des journaux			2 050 000		

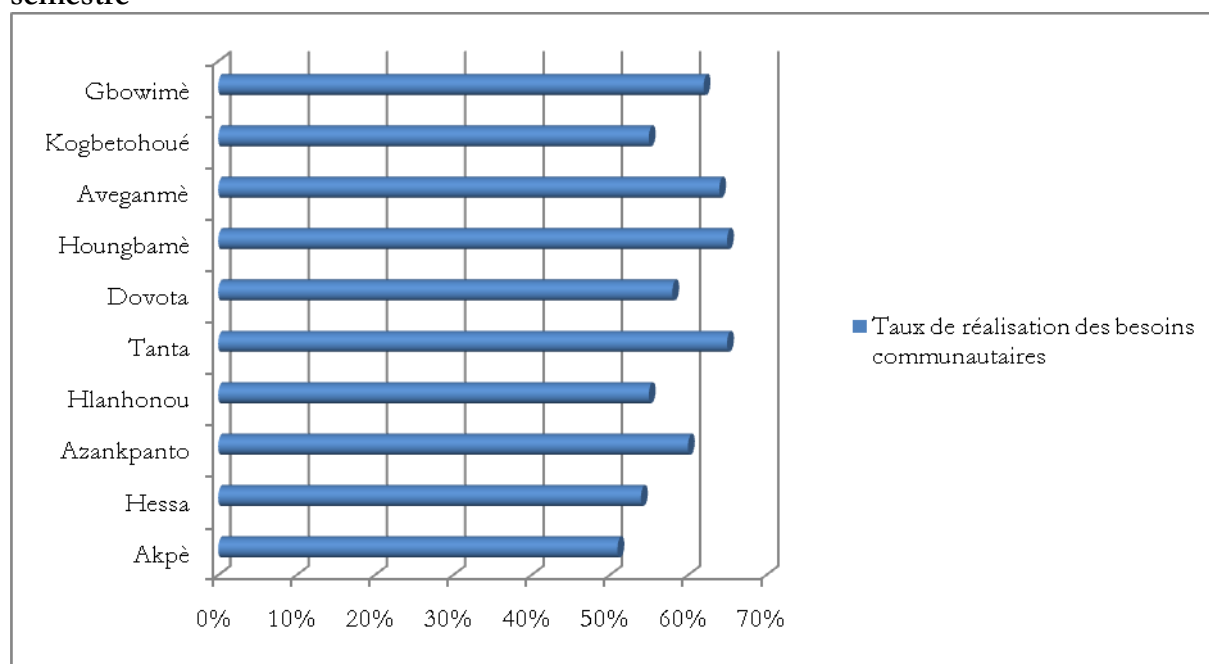
Source : Service suivi financier CBDIBA, Août 2012

Le tableau ci-dessus révèle que toutes les activités programmées ont été réalisées. Mais il reste muet sur les montants programmés même si les montants décaissés sont clairement affichés. A l'analyse, on pourrait croire qu'il n'existe pas d'écart, que toutes les activités programmées sont réalisées. Et pour ce qui concerne la réalisation financière, les montants décaissés à eux seuls ne permettent pas de se prononcer sur l'efficacité financière. Aussi, certaines données fournies par la même source sont-elles contradictoires. C'est le cas des fonds alloués aux crédits (5130° 575 dans le tableau 7) et ceux mentionnés dans ce tableau (1 500 000) dans la même rubrique.

L'efficacité du projet n'est pas entièrement perceptible à partir des données de ce tableau. Toutefois, sur le terrain, nous avons constaté que plusieurs activités planifiées ont été réalisées. De plus, les rapports semestriels révèlent un taux de réalisation globale des besoins planifié de **59% dans les nouveaux villages**. Comme l'indique le graphe ci-dessous le plus faible taux de réalisation au 4^{ème} semestre est observé au niveau du village d'Akpè. Ceci se justifie par le fait que ce village a été intégré dans le projet bien après les autres (1 an et ½ d'ancienneté contre 2 ans pour les autres nouveaux villages). A mi parcours, ceci augure d'un excellent taux d'exécution globale à la fin du projet.

Les informations sur les taux de réalisations dans les anciens villages n'ayant pas été retracées dans les rapports semestriels, il est difficile d'avancer un chiffre exact. Cependant, à la lumière des résultats de cette évaluation qui ont révélé que les anciens villages sont dotés de Comités Villageois de Développement plus stable et fonctionnel, l'on peut s'attendre sans grand risque d'erreur à des taux d'exécutions similaires voir supérieure. On en conclut globalement que les villages, qu'ils soient nouveaux ou anciens ont réalisé au moins 50% de leurs besoins. Ainsi, à travers les lignes qui suivent, nous présentons la situation du projet par département.

Graphe III : Taux de réalisation des besoins planifiés dans les nouveaux villages au 4^{ème} semestre



Source : Rapports semestriels CBDIBA

3.4.1.1 Département du COUFFO

L'évaluation du programme dans le département du couffo a concerné trois Villages PDCI dont deux nouveaux ayant démarré en Avril 2010 (Houngbamey et Kogbétohoué) et d'un ancien ayant démarré en 2005 (Dogohoué). Pour mieux apprécier l'efficacité du programme à travers les actions réalisées, dans les lignes qui suivent, il est présenté au niveau de chaque village, les activités retenues suite au diagnostic participatif, les activités réellement réalisées, les appréciations et commentaires. Il faut rappeler que les domaines abordés par le programme dans tous les villages sont relatifs aux infrastructures communautaires, l'eau potable, appuis aux groupements féminins, éducation et alphabétisation, la santé, l'environnement et l'assainissement.

Houngbamey est l'un des nouveaux villages pris en compte par le PDCI. Pour la période de 2010 à 2013, il est prévu la réalisation de plusieurs activités. Mais en prélude à toute activité, il a été mis en place un Comité Villageois de Développement (CVD), organe de gestion du projet au niveau du village, l'installation des animateurs endogènes et la formation des membres des différentes structures d'accompagnement du programme au niveau du village. Les activités planifiées sont :

- Construction et équipement d'une salle de réunion
- Réalisation de latrines ;
- Organisation des cours d'alphabétisation ;
- Réalisation de points d'eau ;
- mutuelle de santé) ;
- Plantation d'arbre (Mise à disposition de plants) ;
- Mise à disposition de matériels d'entretien de plants

L'évaluation a permis de constater la réalisation effective de la plupart des activités.

Les écarts observés sur le terrain sont relatifs à la réalisation des latrines, les points d'eau, la case de santé et la pharmacie.

A l'instar de Houngbamey, le village de Kogbétohoué a démarré avec la deuxième phase du programme. Suite au diagnostic participatif qui est le point de départ de l'initiative, il a été retenu les mêmes activités.

En dehors des latrines et des points d'eau pour, toutes les autres activités ont été réalisées.

Dogohoué, seul village ancien du couffo ciblé par cette évaluation, a démarré ses activités depuis 2005 et a bénéficié de quelques infrastructures communautaires. Ainsi, sur la première phase du programme, il comptait dans ses réalisations, une salle de réunion, un module de 3 classes avec bureau et magasin (appui PLAN Bénin), mise en place de AMASCO pour la mutuelle de santé et plusieurs appuis en terme de formation et sensibilisation dans divers domaines comme l'alphabétisation, l'agriculture, la micro finance, l'environnement, droit et assainissement.

Pour accompagner les efforts consentis au niveau du village, les activités programmées non réalisées lors de la première phase ont été reportées sur la deuxième phase. Il s'agit des points d'eau, de la case de santé et d'une pharmacie, des latrines. Il faut dire qu'en dehors des infrastructures d'eau et d'assainissement les autres besoins ont été réalisés (formation, sensibilisation qui sont donnés en permanence au CVD et des autres groupements, les et de santé prévues dans le programme dans le village. En raison de l'enveloppe financière du programme qui ne couvre pas la réalisation de toutes les infrastructures, le CBDIBA a mis certains CVD en relation avec les structures déconcentrées et décentralisées pour la satisfaction des besoins communautaires. C'est ainsi que la réalisation des ouvrages d'eau prévus a été bloquée pour des raisons techniques que la Mairie tente de régler.

3.4.1.2 Département de l'ATLANTIQUE

Dans le département de l'Atlantique, l'évaluation a pris en compte trois Villages PDCI dont deux nouveaux ayant démarré en Avril 2010 (Akpê et Hêssa) et d'un ancien ayant démarré en 2005 (Kpokpa). L'évaluation a porté sur les mêmes domaines et dans les mêmes formes.

Ainsi, à Kpokpa, presque toutes les activités planifiées ont été réalisées (la case de santé, la pharmacie et la réalisation de la piste principale qui mène au village, etc.).

Il faut toutefois noter que la mise en service de la case de santé et de la pharmacie nécessite une autorisation du ministère de la santé, ce qui retarde un peu le processus.

Par ailleurs, il faut souligner qu'à l'exception des autres villages qui ont bénéficié chacun d'une salle de réunion, Kpokpa a préféré un module de classe en lieu et place et donc les fonds destinés à la salle de réunion ont été convertis en module de classe. Ces classes servent de lieu de réunions au CVD en l'absence des écoliers, premiers utilisateurs de cette infrastructure.

A Hêssa et à Akpê, les actions de développement identifiées dans le cadre du programme sont toutes exécutées. Toutefois, la salle de réunion reste à être équipée en meubles notamment des bancs (Hêssa) et la mutuelle créée à Akpê n'est pas encore fonctionnelle, la convention avec le centre de santé n'étant pas encore signée.

3.4.1.3 Département du ZOU

Dans le département du zou, l'évaluation a couvert quatre villages dont deux anciens (Dovogon et Gbozoun) et deux nouveaux (Hlanhonou et Azankpanto). Les deux anciens villages ont bénéficié lors de la première phase des appuis substantiels qui ont abouti à la réalisation de quelques infrastructures sociocommunautaires. Ils disposent tous deux de salle de réunion, de AMASCO, des AVEC (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit) et ont reçu plusieurs formations et sensibilisations dans le domaine de l'éducation, de la micro-finance, de l'environnement, de l'assainissement, de l'agriculture. Sur la deuxième phase du projet, les actions entamées se poursuivent avec des appuis permanents dans les domaines d'intervention du projet.

Quand aux nouveaux villages, Hlanhonou et Azankpanto, les succès enregistrés ne sont pas négligeables. Après la mise en place des CVDs, les deux villages ont construit leurs salles de réunions, des aménagements de pistes rurales, des actions de reboisement, des formations et sensibilisation dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'assainissement et de micro-crédit ont été faits. Le point des activités qui restent à être réalisées pour le bonheur des populations s'exprime en terme de dynamisation des AMASCO, des AVEC et surtout les latrines dans le cadre de l'hygiène et de l'assainissement en milieu rural.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des activités réalisées au cours des quatre premiers semestres du PDCI 2. Cette synthèse réalisée par domaines d'intervention renseigne davantage sur le taux d'exécution globale de 50% mentionné dans les paragraphes précédents. Alors que l'analyse du taux d'exécution globale augure d'une bonne exécution globale des activités à la fin du projet, le tableau ci dessous confirme la tendance en révélant que le retard "**activité réalisée**" et "**activité prévues**" révélé au cours du 3^{ème} semestre est très vite corrigé au 4^{ème} semestre (Financement des AGR).

Il ressort de la situation présentée ci-dessus que tous les villages font beaucoup d'efforts pour honorer leurs engagements vis-à-vis du partenaire. Les CVDs installés ont donné la preuve de leurs capacités à s'approprier des innovations pour inverser leur situation. Les activités réalisées dans le cadre du programme sont assez édifiantes et montrent l'adaptabilité des choix par rapports au contexte des villages. Toutefois, on note un retard dans la réalisation des activités qui est souvent due à l'insuffisance de la contrepartie villageoise d'une part mais aussi au blocage administratifs d'autres part.

Tableau XIII : Tableau récapitulatif des activités réalisées au cours du PDCI 2

Domaines	Semestre 1	Semestre 2	Semestre 3	Semestre 4
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➔ AGO organisées dans 10 villages du programme ➔ Relais communautaires identifiés dans tous les villages d'intervention ➔ Données statistiques sur la scolarisation des enfants collectées au niveau des écoles ➔ Elus des organes des AMASCO formés sur leurs rôles et responsabilités ➔ Mise en place et formation des CVD 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ 60 groupements appuyés dans la mise en place des statuts, règlement intérieur organes ➔ 11 membres de coordination du réseau formés sur leurs rôles et responsabilités ➔ Une journée de réflexion a été organisée au niveau de chaque village du programme 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Organisation des séances de recyclage des Maîtres d'Alphabétisation Endogènes (MAE) dans les 20 villages ➔ Mise en Relation des CVD avec les services agricoles déconcentrés de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Des séances de recyclage des animateurs communautaires ont été organisées selon les villages et en fonction des besoins communautaires
Alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> ➔ 10 villages sensibilisés sur l'importance de l'alphabétisation dans le processus de développement communautaire ➔ 20 MAE formés sur les techniques d'alphabétisation ➔ 500 exemplaires du journal en langues « Glésizogbin » imprimés et vendus ➔ Deux (02) documents de post alpha ont été mis à la disposition des néo-alfabètes ; il s'agit de : 	<p>Organisation de jeux-concours sur l'alphabétisation dans les villages PDCI</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Organisation des séances de recyclage des Maîtres d'Alphabétisation Endogènes (MAE) dans les 20 villages ➔ Quatre (04) principaux documents post alpha ont été rédigés en langues 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ les cours d'alphabétisation ont été lancés dans tous les villages avec un taux de réussite de 89% et un effectif de femmes (2303) nettement supérieur à celui des hommes (1593) ➔ Des campagnes d'informations, de sensibilisation et de conscientisation ont été engagées dans les 20 villages par rapport à la scolarisation des enfants

	prévention des maladies du paludisme et du choléra ; le vote pacifique.			<ul style="list-style-type: none"> ➤ La plupart des enfants en âge scolarisable vont à l'école, tous les sexes confondus
Réduction des disparités H/F	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Séances de sensibilisation organisées dans tous les villages du programme sur l'égalité des sexes ➤ 10 villages sensibilisés sur la nécessité d'inscrire les non scolarisés en âge d'apprentissage dans des corps de métiers. ➤ Journée de l'arbre organisée dans tous les villages du programme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réseau national des femmes du programme mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Séances de sensibilisation et de conscientisation ont été organisées dans les 10 nouveaux villages du programme touchant un effectif de 3994 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des outils spécifiques genre ont été utilisés notamment l'outil « Profil des activités » ➤ Les femmes ont joui plus de leurs droits, selon leurs interventions
Economie rurale	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les études socio économiques ont démarré dans tous les villages du programme ➤ Tous les nouveaux villages du programme sont sensibilisés sur l'économie rurale comme un élément clé du développement économique local ➤ Un crédit d'un montant d'un million (1.000.000) de franc CFA a été mis en place dans cinq groupements dans 4 villages du Zou ➤ 15 apiculteurs villageois 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque village dispose d'un rapport d'étude socio économique ➤ Les activités à financer par village sont connues ➤ Les communautés sont informées de l'importance de l'épargne crédit et les mécanismes de mobilisation de ressources financières et les groupes porteurs de projets sont connus. ➤ Financement des AGR porteuses ➤ 20 vétérinaires endogènes ont été formés ➤ Des semences améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un montant de 1 000 000 de FCFA alloué pour les activités génératrices de revenus dans trois villages 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les paysans des villages PDCI ont bénéficié d'appuis considérables de l'animateur spécialisé en agriculture et transformation des produits ➤ 16 apiculteurs ont été formés et ont produit en moyenne 20 à 26 litres de miel/apiculteurs avec un revenu de 50 000 à 65 000 F CFA de revenus par apiculteur.

	<p>sont formés sur les techniques d'apiculture moderne</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Le suivi des crédits dans les anciens villages du PDCI a permis de recouvrer 3.000.000 de FCFA au cours du semestre ➔ Des séances de sensibilisation sur la mobilisation des ressources financières ont été organisées dans les 10 villages d'intervention 	<p>de maïs ont été fournies aux producteurs qui en ont exprimé le besoin</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ 2 hectares de teck reboisés 		
Santé/Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ➔ 20 acteurs communautaires sont formés sur les techniques de reboisement ➔ L'opération a été lancée dans tous les 10 villages du programme ➔ 50 responsables des organes des AMASCO ont été formés sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion des associations 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ plus de 5 000 000 plants mis en terre ➔ a prise en charge des soins a démarré dans certains villages (5 villages) ➔ Des séances d'évaluation des AMASCO ont été tenues 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Prise en charge de 219 personnes souffrant d'affections diverses ➔ Efforts faits afin de rendre les ménages propres ainsi que les villages ➔ Des comités villageois d'assainissement ont été mis en place ➔ Construction de salles et acquisition d'équipements à un montant de 7 191 500 ➔ Les problèmes spécifiques ont été identifiés au niveau des ménages ➔ Les changements 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Des séances de travail ont été consacrées à la nutrition des populations notamment les enfants de 0 à 5 ans qui sont en proie à la malnutrition ➔ les adhérents aux Associations de Micro-Assurance pour la Santé Communautaire (AMASCO) ont connu une augmentation de 10% au cours du semestre ➔ Quelques paysans appliquent la GIFS dans 15 villages sur 20 ➔ Les règles sont suivies

			<p>produits par le programme sur les communautés sont mis en exergue</p> <p>➔ Les problèmes recensés sont liés à la méconnaissance des différents textes de lois</p>	<p>à 90% au moins</p> <p>➔ Plus de 70% des enfants sont vaccinés dans les villages PDCI</p> <p>➔ Amélioration de l'alimentation dans les ménages</p> <p>➔ Bon usage de la moustiquaire imprégnée</p>
Loisirs		<p>➔ Des matchs de football ont été organisés dans les villages du programme</p> <p>➔ Organisation de jeux-concours</p>		

3.4.2 EFFETS/ CHANGEMENTS INDUITS PAR LE PROGRAMME

Les villages PDCI ont été profondément transformés grâce aux appuis permanents donnés par les gestionnaires du programme. Les changements opérés par le programme sont perceptibles dans la population. Dans ce chapitre, nous aborderons les changements produits dans les domaines sociaux, économique, politique, culturel, environnemental, technologique et sur le genre.

Sur le plan social

Les interventions du programme à travers des sensibilisations ont beaucoup influencé les valeurs socioculturelles des populations. Avec les aptitudes acquises, les populations règlent les conflits, œuvrent efficacement au maintien de la paix, développent des réflexes favorables à la vie en communauté. On note une meilleure cohésion sociale qui se traduit par la réduction des tensions sociales autrefois monnaies courantes dans les villages (cas de Houngbamey, Kogbétohoué et dogohoué). Réduction de l'exode rural et du phénomène de placement des enfants et l'adoption progressive des méthodes de planification familiale.

Sur le plan économique

Les exploits sur le plan économique sont assez louables. En effet, pour accroître leurs capacités économiques en vue d'une meilleure prise en charge de leurs besoins, les populations ont été formées à une meilleure utilisation des sols par des techniques culturales plus appropriées, de la diversification des sources de revenus grâce à la transformation des produits agricoles et le développement des comportements favorables à l'épargne. Ces appuis ont considérablement accru le pouvoir d'achat des bénéficiaires de ce programme. La mobilisation des ressources financières endogènes autrefois quasi impossible est devenue une réalité. Les diverses charges familiales sont mieux supportées et les charges scolaires sont prises en charge avec moins de contraintes. Les bradages de terres jadis pratiqués pour les dépenses funéraires sont abandonnés au profit d'une mise en valeur.

Sur le plan politique

La mise en place des comités villageois de développement (CVD) reste un succès total sur le plan politique. Les populations étaient habituées à une vie politique entièrement passive caractérisée par un attentisme notoire. Malgré l'avènement de la décentralisation pour pallier ce déséquilibre, les objectifs sont loin d'être atteints. Les villages touchés par ce programme ont fondamentalement changé d'aptitude et connaissent mieux leurs places dans le développement de leurs localités. Ces villages s'organisent pour assister aux sessions des conseils communaux. Les autorités locales des communes concernées affirment que ces villages sont plus actifs et faciles à mobiliser. Ces villages ont développé des réflexes favorables au développement à la base.

Sur le plan environnemental

Le volet environnemental n'a pas été occulté dans ce programme. Grâce aux formations et sensibilisations en faveur de la préservation de l'environnement, des prouesses ont été réalisées. Avant tout, on note une prise de conscience de l'importance de l'arbre qui se traduit par le reboisement systématique. L'autre atout apporté par ce programme est une meilleure hygiène de vie et un meilleur assainissement du cadre de vie.

Sur le plan technologique

Les réalisations sur le plan technologiques ont été reflétées sur le plan agricole avec la promotion des méthodes culturales. Les villages ont acquis des connaissances en matière d'utilisation des matières organiques pour la fertilisation des sols. La transformation des produits vivriers s'inscrit aussi dans cette optique d'adopter de nouvelles technologies adaptées au contexte local.

Le genre

L'influence du programme sur le genre est assez perceptible. Au cours des rencontres, les femmes se sont fait remarquer par leur forte mobilisation et leur réaction aux questions qui leur étaient adressées. On assiste à un changement progressif des mentalités en vue d'une meilleure scolarisation des filles et du droit des femmes à l'héritage. Au niveau des ménages, la participation financière des femmes aux charges du ménage s'est considérablement accrue. On note une meilleure affirmation des femmes et la réduction des inégalités entre hommes et femmes.

3.5 ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET

L'analyse de l'efficacité du projet concerne trois aspects spécifiques:

- l'efficacité dans la gestion des ressources humaines;
- l'efficacité dans la gestion du temps;
- planification et utilisation du budget.

Ainsi, il s'agit d'analyser d'une part l'utilisation des ressources humaines pour l'atteinte des résultats du programme, la gestion du temps et d'autre part des ressources financières mobilisées pour la réalisation des activités planifiées.

Pour ce qui concerne les ressources humaines, le programme a déployé sur le terrain une structure décentralisée selon les 3 départements encadrés par un chef d'antenne pour chaque département. Dans les départements de Couffo et de l'Atlantique, un seul animateur et un chef d'antenne s'occupent respectivement de six (6) villages. Par contre, dans le Zou, deux (2) animateurs et un (1) chef d'antenne appuient huit (8) villages. Au total, sur le terrain, le programme emploie 7 personnes. Ce personnel était en place avant la deuxième phase qui a vu le nombre de village augmenter. Si dans le Zou, trois (3) personnes suivent les 8 villages, il est bien indiqué que 2 personnes s'occupent de six (6) villages comme c'est le cas au niveau des autres départements (Couffo et Atlantique). Vu les domaines d'intervention du programme, il est évident qu'un effort supplémentaire est demandé au personnel de terrain.

En définitive, 7 personnes pour 20 villages est bien raisonnable par rapport au groupe cible animé.

Pour ce qui concerne le personnel administratif, 4 personnes assurent la gestion du programme (le Directeur de projet, le Responsable des Programmes chargé de la formation, le Responsable Suivi & Evaluation, le Responsable Administration et Finances) et 4 personnes de soutien (la caissière, un chauffeur, un opérateur de saisie et un coursier). Vu la masse de travail à abattre, ce personnel est raisonnable et correspond au ratio personnel de terrain dans le cadre des programmes.

La **ressource temps** dans la gestion d'un programme reste un élément capital. Dans le cadre précis de ce programme où tout est basé sur du bénévolat, le temps doit être plus maîtrisé pour permettre aux bénéficiaires d'être plus efficaces. En réalité, pour le cas de figure, les membres du bureau des CVD sont très sollicités, ils occupent plusieurs fonctions à la fois (par exemple : à Houngbamey, la même personne occupe le poste de président CVD, de maître alphabétiseur et de parajuriste), et ces cas de cumul sont légion. Il est clair que le fort taux d'analphabétisme

favorise beaucoup cette situation, mais il n'en demeure pas moins vrai que cette situation réduit la performance des acteurs sur le terrain. Les activités de suivi reçoivent un coup, car ces personnes sont partagées entre leurs propres activités et les activités collectives qui sont purement bénévoles. Pour être efficient, la gestion du programme doit mettre l'accent sur la notion du temps et son utilisation rationnelle dans une logique d'accroître les performances des acteurs. Pour ce qui concerne le personnel, des efforts sont faits à travers la réalisation des plannings d'interventions. Cependant, il reste utile que des formations en gestion du temps soient données à ce personnel pour une meilleure occupation des groupes appuyés.

Planification et utilisation du budget : Pour ce qui concerne la planification et l'utilisation du budget du programme, il s'agit d'apprécier les dépenses engagées dans le temps et aussi par domaine d'intervention.

Tableau XIV : Gestion du budget du programme

Rubrique budgétaire	Répartition du budget (%)	Dépenses effectuées en %	Montant
Investissements	8,52	105,35	28 222 785,00
Personnel	29,10	70,08	64 123 674,00
Administration	8,29	76,76	20 010 082,00
Programme	49,06	82,18	126 762 902,00
Réserves	5,02	0,00	0,00
Total	100	76,06	239 119 443,00

Source : Service financier CBDIBA, Août 2012

L'analyse approfondie de ce tableau nous montre que les dépenses en investissement évoluent à grande vitesse par rapport aux autres rubriques retenues dans le budget du programme (personnel l'administration et la gestion du programme). Avec un taux de 76% de réalisations financière après deux ans de gestion, c'est sans doute une prouesse qui doit être encouragée pour accélérer l'atteinte des objectifs du programme ; même si en terme numéraire, les dépenses en investissements sont très loin des dépenses engagées au profit du personnel sur le projet.

Il ne serait pas inutile de mettre dans le même lot les salles de réunions non équipées en meubles (cas de Hèssa et de Akpè). Les populations sont obligées de recourir à des meubles de fortunes pour tenir leurs séances périodiques. Cette situation émousse les ardeurs des membres des CVDs concernés qui éprouvent déjà de grandes difficultés à mobiliser les populations.

3.6 ANALYSE DE LA DURABILITE

3.6.1 Indicateur de Bonne Gouvernance ou de performance (IBG)

L'IBG permet de reclasser les institutions de base selon les trois modalités : **durable, en évolution et déficiente**. Il s'obtient par un système de pondération à 5 points maximum, attribué à chaque sous critères d'un critère considéré. Au total trois critères et 44 sous critères ont été retenus. A partir des notes attribuées, l'indice de bonne gouvernance des institutions de base a été calculé de même que les scores associés à chaque institution. Il a été calculé comme suit :

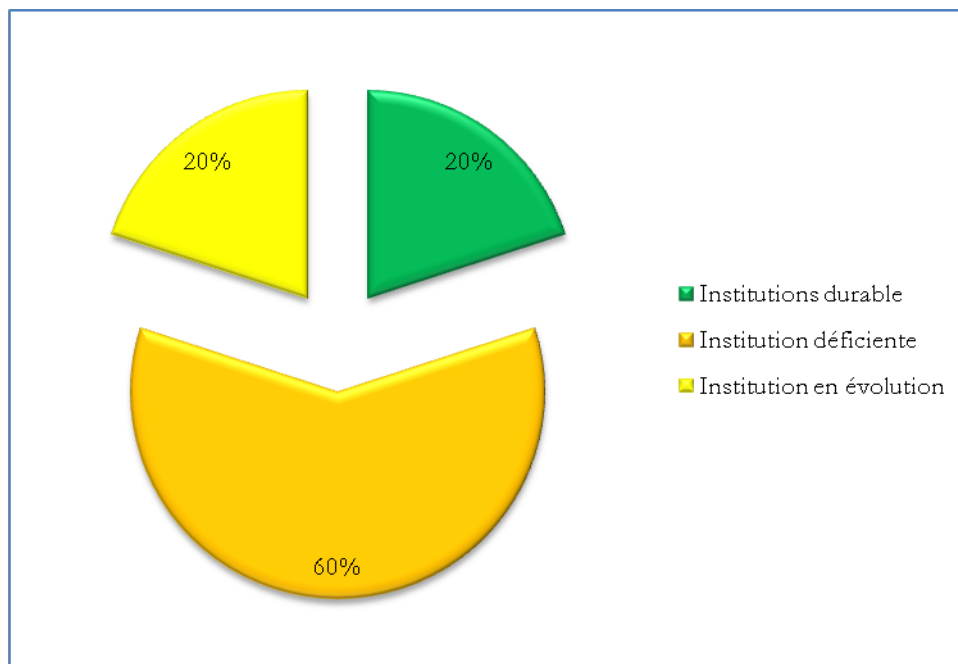
$$IBG = 1/165 * (n_1 + n_2 + \dots + n_{44}) * 100$$

n étant le nombre de modalité du sous-critère considéré

- ✿ IBG ≥ 70 : Institution durable
- ✿ 60 ≤ IBG ≤ 70 : Institution en évolution
- ✿ IBG ≤ 60 : Institution déficiente

Les résultats de l'application de la grille ERI au niveau des institutions phares (CVD) responsables du processus de développement autogéré dans l'échantillon donnent une meilleure vision des caractéristiques de performance des CVD. Le graphe ci-dessous présente les proportions par types d'institutions.

Graphe IV : Caractérisation des Comités Villageois de Développement (CVD)



Source : Evaluation PDCI 2 Juillet-Aout 2012

Il en ressort de façon générale que 40% des CVDs évalués ont un niveau organisationnel et de gestion opérationnel tandis que les 60% restants restent encore en deçà des moyennes requises en termes d'organisation et de gestion permettant d'augurer de leur pérennité. De façons spécifiques :

- 20% des institutions sont **durables** (cas de Kpokpa dans l'atlantique et Kogbétohoué dans le couffo)
- 20% sont en **évolution** (cas de Dovogon et Gbozoun dans le Zou) ;
- 60% des institutions sont **déficiantes** (cas de Akpè et Hèssa dans l'Atlantique, Houngbamè et Kogbétohoué dans le Couffo, Hlanhonnou et Azanpkanto dans le Zou).

Les causes d'un si faible niveau organisationnel et de gestion s'expliquent par la conjugaison des effets de plusieurs facteurs dont le *faible niveau d'instruction* des membres du CVD et de leur *ancienneté*.

Les tendances présentées plus haut corroborent assez bien l'appréciation faite par le CBDIBA du stade de coopération et de développement des CVD. Le tableau ci-dessous présente simultanément le résultat de l'évaluation du CBDIBA sur les CVD et classification se dégageant de l'analyse de bonne gouvernance réalisée au cours de la présente évaluation. L'on constate globalement que les institutions durables ont auparavant été qualifiées par le CBDIBA de très coopératif et très autonome comme c'est le cas pour **Kogbétohoué**. Le CVD de **Kpokpa** moins bien noté par l'évaluation du CBDIBA reste tout de même selon ce dernier soucieux du développement et très innovateur. Il en est de même pour les institutions en évolution comme les CVD de **Gbozoun** et de **Kogbétohoué** qui est selon le CBDIBA sont dotés d'une forte capacité de mobilisation des ressources externes et internes et sont qualifiés de villages structurés. En ce qui concerne les institutions déficientes leur capacité de mobilisation est faible et sont bien moins structurés selon le CBDIBA.

Tableau XV : Tableau comparatif des stades de coopération et de développement des villages confronté à l'IBG calculé au cours de l'évaluation

Villages	Appréciation du CBDIBA		Evaluation actuelle	Degré de corroboration
	Stade de coopération	Stade de développement	IBG	
HOUNGBAME	Village conscient de son bas niveau de développement et ouvert à l'accompagnement du CBDIBA	<ul style="list-style-type: none"> -Le programme bénéficie de l'appui des élus locaux ; -Comités internes de gestion du PDCI installés et actifs ; -Alphabétisation en cours dans le village ; -Economie rurale en plein décollage mais faible capacité de mobilisation de ressources financières internes ; -AMASCO installée mais les cotisations ne rentrent pas bien -Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école. 	Institution déficiente	Elevé
AVEGANME	Village coopératif mais miné par des problèmes de personnes	<ul style="list-style-type: none"> -Comités internes de gestion du PDCI installés mais peu fonctionnels ; -Installation d'une AMASCO fonctionnelles ; -Le programme bénéficie de l'appui des élus locaux ; -Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école 		
KOGBETOHOUE	Village très coopératif et qui a compris l'enjeu de son auto développement. Il prend seul de	<ul style="list-style-type: none"> -Le programme bénéficie de l'appui des élus locaux ; -Comités internes de gestion du PDCI 	Institution durable	Elevé

	bonnes initiatives de développement	installés et fonctionnels -Alphabétisation en pleine évolution ; -Bureau de Liaison bien organisé et dynamique ; -Village propre ; -Femmes dynamiques et engagées dans les actions de développement ; -Population dévouée, solidaire et en étroite collaboration avec les Elus locaux à qui elle rend compte des activités du PDCI ; -Activités économiques en développement ; -Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école.		
GBOWIME	Village coopératif et ayant pris en main son développement	-CVD dynamique; -Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école ; -Développement des activités économiques ; -Alphabétisation développée, mais -Les responsables font des efforts pour dynamiser l'AMASCO ; -Animateurs endogènes un peu démotivés.		
DOGBOHOUE	Bon niveau de collaboration avec CBDIBA	-Animateurs endogènes un peu démotivés ; -Alphabétisation en léthargie ; -Bonne gestion des activités économiques ; -AMASCO en marche ; -Taux de scolarisation élevé ; -Participation aux sessions ordinaires du		

		conseil communal.		
PKEVIDJI	Village conscient de son bas niveau de développement et ouvert à l'accompagnement du CBDIBA	<ul style="list-style-type: none"> - Comités internes de gestion du PDCI installés et plus ou moins actifs - Alphabétisation peu développée - Economie rurale en plein décollage mais faible capacité de mobilisation financière - AMASCO fonctionnelle mais, des difficultés de mobilisation des cotisations reste un défi - Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école. 		

TOKANME- PKODJI	Village très coopératif et a compris l'enjeu de son auto développement prend	<ul style="list-style-type: none"> -Comités internes de gestion du PDCI dynamisés -Alphabétisation en pleine évolution; -BL bien organisé et dynamique; -Village propre; -Femmes dynamiques et engagées dans les actions du PDCI; -Gestion rationnelle du Programme; -Population dévouée, solidaire et en étroite collaboration avec les Elus locaux à qui elle rend compte des activités du PDCI ; -Activités économiques en développement ; -Tous les enfants en âge scolarisable sont à l'école ; 		
AKPE	Village préoccupé par le développement	<ul style="list-style-type: none"> -CVD installé et actif -Alphabétisation en évolution -Développement des activités économiques ; -Faible capacité de mobilisation financière communautaire. 	Institution déficiente	Elevé
HESSA	Village peu engagé malgré les problèmes socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> -CVD installé mais peu dynamique ; -Installation d'une AMASCO fonctionnelle ; -BL fonctionnel et dynamique ; -Existence d'un cadre de concertation avec les élus locaux ; -Alphabétisation fonctionnelle en marche. 	Institution déficiente	Elevé

ZOUNLEDJI	Village coopératif et prend en main son développement	-CVD recyclé et fonctionnel ; -Population dévouée et solidaire ; -Activités économiques en expansion ; -Les enfants sont scolarisés ; -Solidarité autour des actions ;		
KPOKPA	Village soucieux du développement et fait des innovations	-CVD peu dynamique ; -Scolarisation des enfants en pleine évolution ; -Développement des activités économiques -AMASCO en voie de dynamisation ; -Animateurs endogènes plus ou moins actifs.	Institution durable	Moyen
AZONME	Parfaite collaboration avec le projet	-Animateurs endogènes actifs ; -Alphabétisation en évolution ; -Bonne gestion des activités économiques; -AMASCO en cours de restructuration; -Les enfants sont scolarisés.		
GBOZOUN	Ce village manifeste un attachement particulier au programme. Il a foi au Projet comme moyen de sortir du carcan de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Recyclage <i>des différents</i> animateurs endogènes ; - Maîtrise du processus de développement communautaire par les différents acteurs communautaires ; - Forte capacité de mobilisation communautaire; - Bonne capacité d'animation des animateurs endogènes (conception de fiches techniques d'animation et animation) ; - Développement des AGR ; 	Institution en évolution	Elevé

		<ul style="list-style-type: none"> - AMASCO opérationnelle ; - Faible capacité de mobilisation des ressources extérieures ; - Nécessité de former les acteurs communautaires sur la recherche de financement ; - Motivation à conduire le processus de développement communautaire ; - Organisation d'Assemblée villageoise annuellement pour amender les dispositions statutaires et renouveler les membres du CVD défaillants; - Village organisé et structuré. 		
LOUKPE	- Village peu coopératif mais mérite d'être conscientisé sur le processus de développement villageois	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation communautaire difficile ; - animateurs endogènes formés et opérationnels, mais quelques fois démotivés ; - Maîtrise du processus de développement communautaire ; - Faible capacité de mobilisation des ressources financières locales et extérieures ; - Village structuré mais mérite d'être mieux organiser pour atteindre ses objectifs d'autonomisation - 		

DOVOGON	Village coopératif et motivé pour le processus de développement en cours ; seulement la mobilisation communautaire doit être renforcée	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation communautaire à renforcer; - animateurs endogènes formés et bien fonctionnels ; - Bonne capacité de mobilisation des ressources internes et externes ; - Détermination des membres du CVD à conduire le processus de développement à terme ; - animateurs communautaires formés et opérationnels ; - Organisation des réunions périodiques par les animateurs endogènes pour faire le point des activités et trouver les solutions à leurs problèmes ; - Village structuré ; - AMASCO fonctionnelle ; - Organisation socio-communautaire à consolider. 	Institution en évolution	Elevé
KOTTO	Nouveau village mais son engagement pour la conduite du processus est très perceptible	<ul style="list-style-type: none"> - CVD mis en place et opérationnel ; - Capacité de négociation bonne ; - Organes d'AMASCO dynamique ; - Mobilisation communautaire en baisse; - Mise en œuvre des priorités de développement - Village engagé et motivé pour le processus de développement 		

		communautaire.		
HLANHONOU	Village mobilisé pour les actions de développement mais éprouve des difficultés à libérer sa contrepartie financière	<ul style="list-style-type: none"> - Le Plan d'actions élaboré et en cours de mise en œuvre. Difficultés de mobilisation de la contribution communautaire; - Renforcement des capacités des différents animateurs endogènes ; - Amélioration dans la capacité de mobilisation communautaire naguère en baisse; - AMASCO opérationnelle ; - Animateurs endogènes formés mais méritent d'être suivis; - Organisation socio-communautaire à consolider. 	Institution déficiente	Elevé
TANTA	- Village peu coopératif mais mérite d'être conscientisé sur le processus de développement villageois	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'actions élaboré et en cours de mise en œuvre ; - Animateurs endogènes formés et opérationnels, mais quelques fois démotivés en raison des contraintes qu'impose le processus; - Maîtrise du processus de développement communautaire ; - Faible capacité de mobilisation des ressources financières locales et extérieures ; - Développement de l'alphabétisation ; - Village structuré mais mérite d'être mieux organiser pour 		

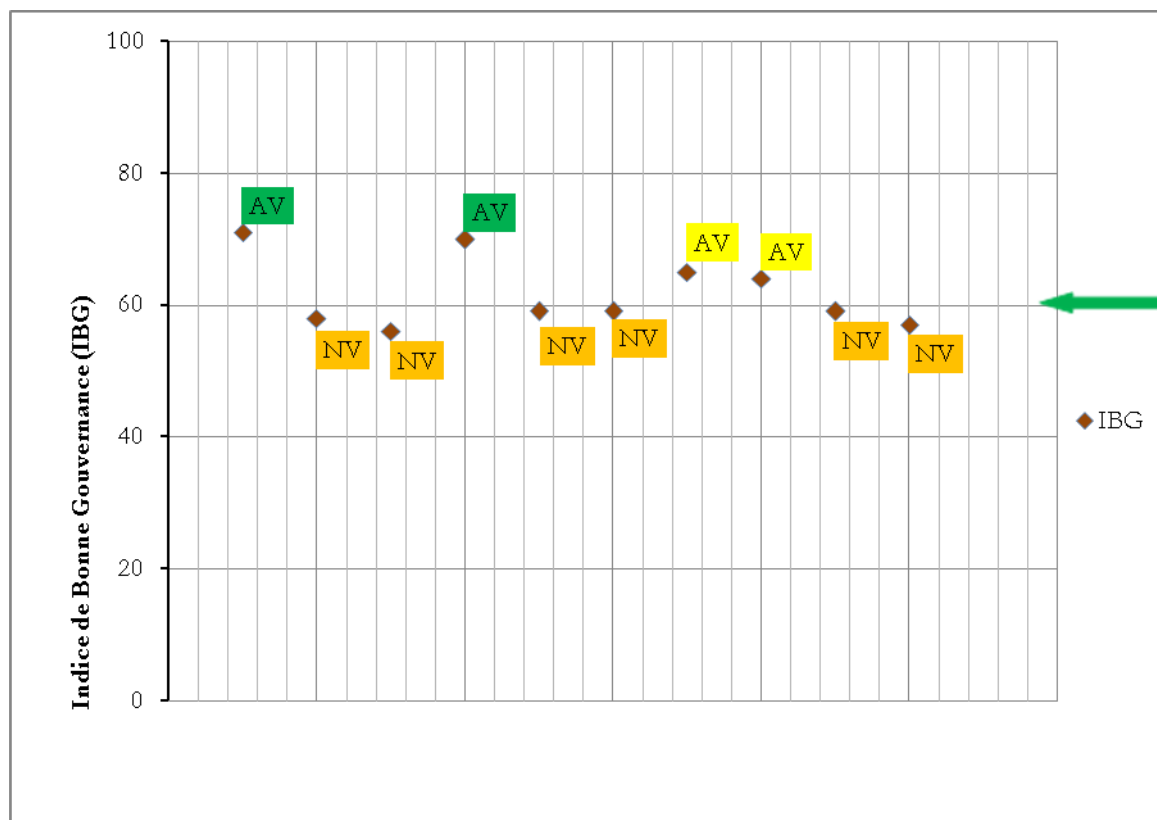
		atteindre ses objectifs d'autonomisation		
DOVOTA	Village coopératif et motivé pour le processus de développement en cours ; seulement la mobilisation communautaire doit être renforcée	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation communautaire à renforcer; - animateurs endogènes formés et bien fonctionnels ; - Bonne capacité de mobilisation des ressources internes et externes ; - Détermination des membres du CVD à conduire le processus de développement à terme ; - animateurs communautaires formés et opérationnels ; - Organisation des réunions périodiques par les membres des CVD pour faire le point des activités et trouver les solutions à leurs problèmes ; - Village organisé et structuré ; - AMASCO fonctionnelle ; - Développement de l'alphabétisation fonctionnelle. 		

AZANKPANTO	Nouveau village mais son engagement pour la conduite du processus est très perceptible	<ul style="list-style-type: none"> - CVD mis en place et opérationnel ; - Organes d'AMASCO en marche ; - Forte mobilisation communautaire ; - Village engagé et motivé pour le processus de développement communautaire. 	Institution déficiente	Elevé
------------	--	--	-------------------------------	--------------

Une analyse de ces résultats obtenus à la lumière de l'Ancienneté de l'institution en termes d'années d'exercice et d'appuis par le CBDIBA révèle globalement que les institutions stables (durables et en évolution) sont celles installées dans les anciens villages (AV) qui ont bénéficiés de l'appui du PDCI et du PDCI 2 alors que celles installées dans les nouveaux villages (NV) (voir *graphe ci-dessous*) sont encore déficientes. Ceci s'explique par la fixation et l'enracinement progressif des bons réflexes organisationnels, de structurations, de gestion et du partenariat au cours du temps. En effet, les anciens CVDs totalisent sept (7) années d'existence de collaboration avec le CBDIBA (kpokpa dans l'atlantique Dogohoué dans le couffo, Dovogon et Gbozoun dans le Zou) et contre deux (2) ans (Héssa, un an 1/2 seulement pour Apkè dans l'atlantique, Houngbamè et Kogbétohoué dans le couffo, Hlanhonou et Azanpkanto dans le Zou) pour les nouveaux villages.

Le niveau d'instruction et d'alphabétisation a pour effet le cumul de poste par les rares membres instruits du CVD (3 à 4 par CVD). Il est dans ce cas de figure difficile de respecter les critères de bonnes gouvernances relatifs au respect des mandats et à la tenue des journaux de suivis de gestion.

Graphe V : Répartition des IBGs _{village} selon le critère ancienneté du CVD



NB : La flèche verte indique le seuil (IBG=60) en dessous duquel une institution est considérée comme étant déficiente et par conséquent vouée à une désagrégation après un retrait brutal de l'appui.

Source : Evaluation PDCI 2 Juillet-Aout 2012

Le graphe ci-dessus présente la répartition des IBGs par villages selon qu'ils soient anciens (villages pris en compte au cours de la phase 1 et 2 du PDCI) ou nouveau (villages pris en compte à la phase 2). L'on constate aisément une concentration des **nouveaux villages (NV) en dessous** de la moyenne requise pour être classée en tant qu'institution en évolution (*Flèche verte indiquant la barre d'IBG = 60*) alors que la quasi-totalité des **anciens villages (AV)** enquêtés se retrouve **au dessous** de cette ligne. Il en ressort globalement qu'alors que les Comités Villageois de Développement des anciens villages ont atteint un niveau de durabilité qui augure d'une certaine capacité à conduire durablement les processus après le retrait du CBDIBA (soit en évolution soit durable), les nouveaux villages sont encore déficientes et risquent de se désintégrer après un retrait trop brutal du CBDIBA. En toute conséquence les CVD des nouveaux villages sont plus instables et exigent un suivi particulier en termes de renforcement des capacités. Cependant qu'il s'agisse des anciens villages ou des nouveaux villages un effort de renforcement doit être fait selon les points de faiblesse diagnostiqués au niveau de chacune des institutions. Nous y reviendrons plus en détail dans le paragraphe suivant.

Le score permet de déterminer les domaines de renforcement à recommander pour l'émergence des institutions concernées. Il est la moyenne des scores attribués à chaque sous-critère d'un critère déterminé. En effet, l'observation attentive des scores obtenus par les institutions de base révèle les rubriques et sous rubriques au niveau desquelles l'institution a reçu un faible score.

3.6.2. Domaines de faiblesse des CVDs

L'analyse du tableau ci-dessous présente une vue détaillée des rubriques et sous-rubriques objets de lacunes patentées répertoriées au cours de l'évaluation. Ces lacunes sont présentées par types d'institutions et mettent en exergue les rubriques les plus indexées au cours de l'enquête sans pour autant être limitatif. Qu'il s'agisse des institutions durables, en évolution ou déficiente les principaux domaines de faiblesses sont relatifs aux:

- ***Aspect institutionnel et gouvernance***
 - *L'enregistrement légal des CVD auprès des structures compétentes ;*
 - *Le respect des textes régissant le fonctionnement des CVDs ;*
 - *Le respect des principes et règles de monitoring (carnets de comptes, rapports d'activité)*
- ***Aspects technique et économique***
 - *La capacité technique des membres à gérer le CVD*
 - *La capacité de planification et de suivi du niveau d'exécution des activités prévues*

- *L'identification des besoins en renforcement de capacité*
- ***Aspects partenariat et leadership***
 - *Le fonctionnement sur fond propre ;*
 - *La collaboration avec les structures décentralisées.*

De l'analyse de ces points de faiblesses nous suggérons les recommandations suivantes :

- *Initier la démarche de formalisation des CVD auprès des structures décentralisées ; Ceci pourrait améliorer et renforcer la collaboration CVD- structures déconcentrées en rendant les structures villages plus crédibles auprès des structures décentralisées ;*
- *Intensifier le renforcement des capacités en matière de planification de monitoring et de gestion ; Le niveau d'instruction étant un maillon extrêmement sensible dans la capacité à gérer les CVD, il est important qu'une telle structure soit fondé sur des ressources humaines réellement habileté à conduire les processus qui exigent une certaine technicité. Il en va de soi que la scolarisation de base est le fondement indéniable de tout ceci.*
- *Initier des séances d'échanges de bonnes pratiques entre les anciens et les nouveaux villages ; Les anciens villages relativement plus aguerris en matières de gestion des processus sont une mines de "bonne pratiques" pour les nouveaux CVD*
- *Inciter à la mise en place d'une relation de partenariat entre les CVD et la diaspora du village ; les fils du terroir vivants à l'extérieur ou à l'intérieur du pays représentent un potentiel non négligeable de ressources utiles au développement local.*

4^{EME} PARTIE : SYNTHESE DES PROBLEMES, SOLUTIONS ENVISAGEES ET RECOMMANDATIONS

4.1 Analyse SEPO de la mise en œuvre du PDCI 2

La collecte des données dans les villages de mise en œuvre du Programme de Développement Communautaire Intégré dans le sud Bénin, phase 2 s'est faite à l'aide de deux outils essentiels notamment le guide d'entretien et le questionnaire. L'administration du guide s'est faite en focus groupe composé de tous les bénéficiaires du programme et a permis de dresser le tableau SEPO à l'issue des focus group organisés dans les villages du PDCI2.

La structuration du guide d'entretien a permis d'identifier très rapidement les réalisations du programme, les rôles et les responsabilités de chaque acteur, les effets constatés en terme d'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires, les difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre et autres. A cette étape d'investigation, le recours à l'approche d'auto évaluation assistée avec pour outil essentiel le SEPO a été priorisé. En effet, il a permis aux animateurs endogènes, aux planificateurs, aux parajuristes, aux membres des Comités villageois de développement (CVD) et autres de se prononcer eux-mêmes sur :

- Les SUCCES enregistrés (les points positifs observés) ;
- Les ECHECS observés (liés aux points négatifs relevant de leurs faiblesses) ;
- Les OBSTACLES (il s'agit des menaces ou situations indépendantes de leur volonté mais qui ont empêché ou bloqué leur évolution...)
- Les POTENTIALITES (elles concernent les atouts naturels ou opportunités susceptibles d'être valorisées ou non).

Le questionnaire adressé à la chaîne de gestion du programme en occurrence le Directeur général du CBDIDA, le Directeur exécutif et son adjoint, le chef du suivi et aux chefs d'antennes a servi à collecter des informations quantifiables à partir des questions fermées et semi fermées. Les résultats du SEPO se présentent comme suit :

Tableau XVI : GRILLE SEPO DU PDCI 2

GRILLE SEPO			
Succès	Echecs	Potentialités	Obstacles
<ul style="list-style-type: none"> ✱ L'implication des chefs religieux, sages, femmes et jeunes dans le projet ✱ La prise de conscience pour la contribution des bénéficiaires aux activités collectives ✱ La bonne appropriation par les comités villageois de la philosophie du projet d'où une bonne mobilisation autour des activités sociocommunautaires ✱ La diversification des activités génératrices de revenus ✱ Le maintien des enfants à l'école ✱ L'augmentation du taux de scolarisation ✱ Le maintien des jeunes au village ✱ La réduction de l'exode rural et du phénomène de placement des enfants ✱ La meilleure fluidité dans la gestion des affaires courante avec la nouvelle configuration des bureaux des CVD ✱ L'identification et la planification des activités par les bénéficiaires eux même ; ✱ L'amélioration progressive de l'assiette financière des femmes membres des groupements de promoteurs de micro entreprises appuyés 	<ul style="list-style-type: none"> ✱ Le bas niveau des animateurs endogènes ✱ Les difficultés parfois à assurer la mobilisation financière des communautés ✱ L'insuffisance de moyens financiers pour faire face aux besoins prioritaires des communautés accompagnées dans le processus de développement ✱ Le nombre élevé de réunions mensuelles ✱ La difficulté des certains membres du bureau à jouer pleinement leur rôle ✱ La non prise en compte de la relation CVD – Diaspora par le projet (à l'intérieur et à l'extérieur du pays) ✱ L'insuffisance de contrepartie pour la réalisation des activités planifiées ✱ la mauvaise gestion du temps (planification des activités dans des périodes 	<ul style="list-style-type: none"> ✱ L'existence d'un fort esprit de solidarité ✱ La disponibilité des leaders d'opinion ✱ La bonne maîtrise du petit commerce par les femmes ✱ La mobilisation de l'épargne ✱ La bonne aptitude face aux innovations ✱ La disponibilité des ressources naturelles (terre, cours d'eau, bas fonds) favorables aux activités agricoles ✱ Le développement de l'esprit coopératif et de l'entraide sociale ✱ Le règlement à l'amiable des conflits portés à la connaissance des cliniques juridiques ✱ La mobilisation massive des communautés pour la prise en charge de leur santé 	<ul style="list-style-type: none"> ✱ La mobilisation Financière ✱ L'analphabétisme des communautés ✱ La non organisation des communautés ✱ La difficile mobilisation des communautés ✱ L'insécurité et l'enclavement ✱ Les pesanteurs socio culturels ✱ La pauvreté chronique qui limite l'adoption des innovations / le bénévolat pour la conduite des activités communautaires ✱ L'enclavement ✱ Le faible niveau de scolarisation des membres du CVD ✱ Le nombre

<ul style="list-style-type: none"> ✿ L'amélioration des revenus des groupements de femmes ✿ Le renforcement des capacités institutionnelles ✿ Les néo analphabètes sont désormais capables de lire, écrire et calculer dans leur langue ✿ La promotion des activités agricoles de contre saison ✿ L'augmentation du niveau de revenus des femmes ✿ La responsabilisation des femmes ✿ La réduction des inégalités entre hommes et femmes ✿ La réduction des conflits ✿ La formation des différents acteurs ✿ La prise en comptes des besoins réels des populations ✿ Les animations juridiques portent sur les problèmes sociaux qui minaient le village (mariage forcées, droit à l'héritage, procédure d'obtention d'acte de naissance) ✿ La réalisation d'une étude socio-économique par village ✿ La promotion du soja et de variétés de maïs a fort potentiel de croissance ✿ L'installation et la responsabilisation de plusieurs organes (CVD, Comité de jeunes, comité des femmes etc...) ✿ Le renforcement de la cohésion sociale entre les membres des 	<ul style="list-style-type: none"> ✿ Le cumul de postes 		<p>élevé de domaines pris en compte par le projet</p>
---	--	--	---

<p>communautés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✿ Le développement de l'esprit coopératif et l'entraide ✿ L'amélioration des revenus des groupements des femmes accompagnées ✿ Le renforcement des capacités institutionnel des communautés ✿ La réduction du taux d'analphabétisme ✿ Le respect des prescriptions juridiques ✿ La mobilisation massive des communautés pour la prise en charge de leur santé ✿ La connaissance des modes de prévention et de transmission des IST/VIH/SIDA et les mécanismes de prise en charge ✿ La promotion de l'éducation civique ✿ La connaissance sur l'importance du reboisement et l'assainissement du milieu ✿ La Plantation d'un nombre important d'arbres 			
---	--	--	--

4.2 RECOMMANDATIONS GENERALES

Le PDCI dans sa conception est indéniablement un atout pour les villages bénéficiaires. Les succès enregistrés dans sa mise en œuvre sont aussi perceptibles et s'avèrent bénéfiques pour les populations. Le développement des localités cibles est très visible en termes d'évolution socio-économique et organisationnelle. Mieux, ce programme développe chez ces populations des aptitudes très favorables au progrès social, économique et culturel. L'essor le plus encourageant de ce programme reste dans la capacité de mobilisation des acteurs autour des actions programmées. Le plus grand problème des populations est la mobilisation à temps des contreparties demandées pour la réalisation des infrastructures socio-communautaires.

L'autre constat qui ne passe pas inaperçu aussi, c'est l'avancée des anciens villages par rapport au nouveau quand bien même ces derniers ont fait de grands efforts.

Pour l'atteinte des objectifs mesurés par les indicateurs, quelques recommandations peuvent être prises en compte.

✿ Au CBDIBA dans le cadre du PDCI 2

- Poursuivre les formations et le recyclage des animateurs endogènes
- Revoir le mode d'organisation des réunions à travers l'élaboration de planning participatif, réaliste et moins contraignant ;
- Plaidoyer à l'endroit des autorités locales pour accélérer la réalisation des infrastructures sociocommunautaires (points d'eau, modules de classe etc.)
- Développer des actions de coopération avec d'autres partenaires techniques et financiers intervenant dans les communes ;
- Mener des actions de plaidoyer en faveur de la mise en service de case de santé et de pharmacies
- Continuer et intensifier les séances de sensibilisation et de conscientisation au niveau des différents comités (Comités des hameaux, de jeunes, des femmes et des sages)
- Renforcer les secteurs épargne et crédit et l'appui aux AGR
- Elaborer et mettre en œuvre un plan d'autonomisation des nouveaux villages

- Créer un cadre d'échange d'expériences (benchmarking) entre les villages bénéficiaires du programme

- Appuyer les actions d'élaboration des textes et statuts des structures créées pour une existence légale et physique.

✿ Aux CVDs

- Former les CVDs sur les thématiques suivantes : reddition de compte, gouvernance locale, élaboration de budget participatif pour la responsabilisation sociale et la négociation.
- Promouvoir les relations entre les CVD et la diaspora en vue d'accroître leurs capacités de mobilisation des ressources ;
- Doter les CVDs d'un budget de fonctionnement afin de couvrir les dépenses de gestion : ce budget peut être ravitaillé à partir des activités autour de la salle de réunion comme la

location des meubles et de la salle, et des frais d'entrée pour les vidéos et films qui sont tournés.

- Former en langue locale et en français si possible les responsables des CVD sur les techniques d'élaboration de microprojets
- Doter les CVDs de moyens de déplacement pour accroître leurs interventions dans les villages ;

✿ **Aux animateurs endogènes**

- Renforcer les capacités/recycler les animateurs endogènes
- Former tous les responsables (Animateurs PDCI et chef d'antennes) sur les techniques d'élaboration de microprojets
- Motiver les animateurs endogènes à travers l'octroi de crédits préférentiels pour le développement de leurs activités
- Appuyer les animateurs endogènes par la mise à disposition de bottes et imperméables qui faciliteraient le déplacement en saison de pluie

✿ **Recommandations en faveur des différents domaines techniques**

En dehors des recommandations générales sur tout le programme, il urge que de façon spécifique, chaque volet de développement pris en compte soit mieux maîtrisé pour une réussite parfaite de l'ensemble. Ainsi, dans chacun des domaines d'intervention du programme, des recommandations sont faites et s'expriment en ces termes :

✚ **Alphabétisation**

- Recycler les maîtres alphabétiseurs
- Mettre à disposition des centres d'alphabétisation des matériels didactiques modernes (télévision, CD, film éducatif, etc) ;
- Rendre disponible le manuel d'alphabétisation niveau 1

✚ **Education de base**

- Plaidoyer pour la construction des modules de classes;
- **Mettre en place des stratégies de maintien des enfants et surtout des filles à l'école** (soutien par rapport aux droits d'écolage des filles, prix aux meilleurs élèves...);
- Intensifier les sensibilisations en faveur de la scolarisation en particulier des filles.

✚ **Eau potable**

- Poursuivre les démarches en cours pour améliorer le taux de desserte rurale en eau potable ;
- Poursuivre les actions de sensibilisations sur la consommation d'eau potable
- Accompagner les communautés dans la gestion et l'entretien des infrastructures d'eau.

✚ **Santé**

- Impliquer les DDS (Direction Départementale de la Santé) dans l'installation des cases de santé
- Poursuivre les actions de plaidoyer pour l'installation de case de santé et la création de pharmacie locales
- Poursuivre les actions de sensibilisation sur les maladies courantes et autres (VIH SIDA, hépatites, etc.)
- Faire des sensibilisations en vue de la conscientisation des populations sur l'importance des mutuelles de santé ;
- Dynamiser les structures AMASCO pour accroître leurs capacités d'intervention dans les villages.

✚ **Environnement et assainissement**

- Poursuivre les actions de reboisement et de sensibilisation sur l'importance de l'arbre
- Accélérer le processus de construction des latrines dans les villages

✚ **Routes et pistes**

- Aménager la piste principale qui mène au village de Kpokpa ;
- Poursuivre le plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'aménagement des pistes d'accès (cas de Houngbamey, ponceau de Kpokpa) ;

✚ **Agriculture et élevage**

- Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques culturales novatrices ;
- Plaidoyer pour doter à temps les paysans en intrants agricoles ;

✚ **Microcrédit**

Les groupements de femmes font d'énormes efforts pour mettre en œuvre les appuis reçus. Dans le domaine économique, toutes les femmes ne s'en sortent pas aisément, et par conséquent éprouvent des difficultés à rembourser les crédits. D'une part, il faut renforcer l'appui budgétaire en vue d'élargir le nombre de bénéficiaires mais d'autre part, il faut un accompagnement continu dans la gestion des crédits alloués. Aussi, faudra-t-il :

- Intensifier les actions de diversification des AGR ;
- Accompagner les groupements de femmes dans la recherche des marchés d'écoulement de leurs produits ;
- Renforcer la capacité de gestion des microcrédits au niveau des groupements de femmes et des CVDs,
Enregistrer les structures de micro finance (AVEC) pour leur donner plus de visibilité

Conclusion

Il faut conclure en quelques lignes et mettre l'accent sur les prouesses faites par le PDCI 2 en vue de l'atteinte des objectifs assignés, etc.